

CAHIERS
ANATOLE LEROY-BEAULIEU

Cahier n° 7

**MARX, ENGELS ET LENINE
SUR L'AFGHANISTAN**

Textes choisis et présentés par Dominique COLAS

Directeur de la publication : Dominique Colas
dominique.colas@sciences-po.fr ; <http://mapage.noos.fr/dcolas/>
Secrétaire de rédaction : Joëlle Moras
joelle.moras@sciences-po.fr
Direction de ce numéro : Dominique Colas

ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO
Programme doctoral Russie CEI
I.E.P. DE PARIS
27, rue Saint-Guillaume 75337 PARIS CEDEX 07

Date de parution : janvier 2002
Numéro ISSN : en cours

SOMMAIRE

- p. 3 Les marxistes et le Grand jeu, par Dominique Colas
- p. 15 Karl Marx : The Persian Treaty
- p. 19 Karl Marx : The New Chinese War
- p. 22 Carte de l'Afghanistan
- p. 23 Friedrich Engels : Afghanistan
- p. 30 Lénine : Réponse aux questions d'un journaliste américain
- p. 32 Lénine : Lettre à l'émir de l'Afghanistan Amanull-Khan
- p. 36 Lénine : Entretien avec l'Ambassadeur extraordinaire d'Afghanistan Mohammad Wali-Khan le 14 octobre 1919
- p. 38 Sources
- p. 39 Bibliographie indicative

LES MARXISTES ET LE GRAND JEU

Le Grand Jeu, *The Great Game*, qui désigne le conflit entre l'Empire britannique et l'Empire russe, où l'Afghanistan est une pièce centrale, a d'abord été analysé et nommé ainsi par John W. Kaye, puis l'expression fut popularisée par Kipling. John W. Kaye a publié un ouvrage intitulé *History of the War in Afghanistan* à Londres en 1851 et 1857 ; Friederich Engels prit sur cet ouvrage¹ des notes qui lui servirent à rédiger l'entrée « Afghanistan » pour une encyclopédie² publiée en 1858 (voir dans ce Cahier p. 21). Marx, dans un texte de 1859, « The Chinese War » (reproduit dans sa forme originale, en anglais, dans ce Cahier, p. 19) fait référence à ce texte. L'insertion du marxisme dans le Grand Jeu a ainsi commencé sous une forme littéraire.

Soixante ans plus tard, les règles et les acteurs du Grand Jeu ont radicalement changé et Lénine peut rêver – mais ce ne sera pas pour longtemps – que l'Afghanistan devienne une pièce maîtresse au service de la politique d'expansion mondiale de la révolution bolchevique. En effet, dans un texte jusqu'ici inédit en français, il invite Sa majesté l'émir de l'Afghanistan à prendre la tête, en tant que chef du premier « Etat musulman » du monde, d'un mouvement général d'émancipation des peuples musulmans. Le texte intégral de cette lettre – l'original russe et sa traduction française³ se trouve dans ce recueil, pp. 32-35, accompagné de deux autres textes, eux déjà publiés, qui éclairent les espoirs, mal fondés, que Lénine avait placés dans le nouvel Etat qui venait d'apparaître à la frontière de l'ancien Empire russe et alors même qu'il était confronté à la gestion du grand territoire musulman qu'était le Turkestan, aujourd'hui scindés en plusieurs Etats dont les noms et les frontières sont celles de républiques de l'ex-Union soviétique.

On a, ici, réuni des textes dont, à l'évidence le statut est très différent. Ceux de Marx et d'Engels relèvent d'un genre qu'on pourrait appeler « manifeste » et où la volonté de lisibilité et d'intelligibilité domine, alors que les textes de Lénine sont des textes dessinant une stratégie politique et dont l'un, la lettre à l'émir, de novembre 1919, n'a été publiée qu'au moment de la fin de l'URSS, fin dont un des épisodes fut le retrait, décidé par Mikhaïl Gorbatchev, des troupes soviétiques qui avaient, en 1979, envahi « le premier Etat musulman du Monde », devenu communiste en 1978 par un coup d'Etat. Il est, par ailleurs, peu probable que Lénine ait lu les textes de Marx et d'Engels, car en dehors des textes significatifs que ce numéro des *Cahiers Anatole Leroy Beaulieu* rassemble, on ne trouve chez lui que de brèves mentions de l'Afghanistan dans des cahiers de notes de lecture tournant autour de sa réflexion sur l'« impérialisme stade suprême du capitalisme »⁴. Le statut très différent de ces textes,

¹ Le texte d'Engels est en allemand avec des expressions en anglais. On en trouve une traduction en anglais dans *Collected Works*, vol. 18

² Il s'agit *New American Cyclopaedia*. Engels et Marx y contribuèrent tous les deux. Le premier, que certains avaient surnommé « le général » y écrivit, outre la notice sur l'Afghanistan, des notices sur la baïonnette, les forteresses et autres sujet du même tabac.

³ La traduction de cette lettre est due à Grégory Rayko, doctorant à l'IEP de Paris. Les deux autres textes de Lénine sur l'Afghanistan sont donnés dans leur traduction en français des *Œuvres* de Lénine en 45 volumes, p. 38 on trouvera un tableau indiquant les sources de tous les textes repris dans ce numéro.

⁴ Les quelques lignes purement descriptives de Lénine sur l'Afghanistan se trouvent dans le tome 39 des *Œuvres* en français, p. 767.

ceux de Marx et d'Engels publiés dans leurs Œuvres complètes, et la missive de Lénine qui est occultée se comprend aisément à la lecture de celle-ci : on y voit le dirigeant communiste s'adresser à un autre chef de gouvernement en utilisant toutes les formules protocolaires qui peuvent sembler étranges de la part d'un dirigeant révolutionnaire. Mais il y a une raison plus profonde sans doute : le texte de Lénine reposait sur une illusion, celle de la solidité et du dynamisme de l'Etat d'Afghanistan qui allait se disloquer peu de temps après que le leader bolchevique ait cru pouvoir y incarner ses rêves d'Orient. Mais aussi celle d'une possible expansion de la Russie révolutionnaire : contrôlant le Turkestan, elle pouvait aussi bien s'étendre au sud. Lors du Congrès de Bakou en août 1920, on ne trouve parmi les représentants qu'un seul Afghan, qui ne prend pas la parole, et dont on peut penser que il est turcophone.¹ S'il avait lu le texte écrit par Marx en 1857 intitulé « The Persian Treaty » (cf. infra p. 15), Lénine aurait peut-être été moins optimiste sur la possibilité que l'Afghanistan soit comme le chef de file d'une insurrection généralisée des peuples musulmans qui serait venue épauler la révolution russe. En effet, Marx dans son analyse présente l'Afghanistan comme tout autre chose qu'un Etat unifié. Restituons sommairement le contexte de l'article de Marx. Les Perses avaient envahi la ville d'Herat, à l'ouest de l'actuel Afghanistan (on peut localiser facilement cette ville dans la carte qui accompagne le texte d'Engels, p. 22). Les Anglais ayant repoussé cette incursion victorieusement, un traité fut signé, d'abord à Paris, puis à Bagdad. Ce sont les stipulations de ce traité que Marx commente dans son article. Comme tous ceux qu'il a publiés dans le *New York Daily Tribune* il s'agit d'un texte relativement succinct, surtout si l'on est habitué à des textes de Marx comme *La Sainte Famille* ou *Le Capital*, mais où Marx exerce sa verve ironique et polémique, une des constantes de son style².

L'affirmation de Marx est claire et nette : l'Afghanistan n'a pas de réalité politique, mais il s'agit d'un nom poétique et diplomatique pour désigner un ensemble de « tribus et Etats » (cf. infra p. 16). Et cette entité fictionnelle qui n'existe que dans les narrations diplomatiques n'a pas pour Marx plus de réalité qu'un hypothétique Etat rassemblant l'ensemble des Slaves et qu'il nomme la « Panslavie » (idem). Si l'on se réfère à des travaux historiques plus récents, il apparaît bien en effet que la zone où se trouve maintenant l'Afghanistan était, à l'époque où Marx écrit, un ensemble hétérogène, complexe, fragmenté, rassemblant des sortes de principautés, émirats, royaumes ou khanats, et des groupes segmentaires³. On se gardera cependant de prêter à Marx une connaissance toujours pertinente de l'Asie. Sans même revenir sur la fameuse question du mode de production asiatique, on peut noter que des travaux récents, spécialement de Jack Goody, ont montré que l'Inde avait connu, en certains lieux, des phases de développement capitaliste qui ont échappé aux premiers théoriciens marxistes qui pensaient une sorte de dichotomie radicale entre Occident et Orient⁴. De la lecture de Marx - le Marx du *Capital* -, Lénine était fondé à tirer l'idée que l'Europe était avancée et l'Asie arriérée si l'on prenait d'abord en compte l'économie, déterminante en dernière instance. Mais après la prise du pouvoir par les bolcheviks, Lénine allait théoriser que l'Europe était arriérée et l'Asie avancée : par une sorte de coup de force théorique et politique semblable à celui qui, en avril 1917⁵, l'avait conduit à affirmer, dans ses fameuses « thèses » la possibilité d'un passage immédiat à la dictature du prolétariat, il affirmait (ou

¹ Il s'agit de Aga-Zadé, cf. le Congrès de Bakou, fac similé de la traduction français, Maspéro, 1971

² On peut considérer qu'il existe deux registres, l'un « manifeste », l'autre, scientifique, des textes de Marx, en suivant l'analyse de P. Loraux, *Le sous-main de Marx*, Hachette, 1978. Mais même si l'on admet la pertinence de cette distinction, on peut souligner que Marx sait décocher des traits dans l'un ou l'autre genre.

³ La segmentarité et la définition de société segmentaire avec leurs processus de fission et fusion ont remplacé dans l'anthropologie politique contemporaine celle de tribu.

⁴ Dans son ouvrage *The East and the West*, Goody se livre à une critique simultanée de Marx et de Weber dont il entend montrer qu'ils ont surestimé l'originalité de l'Occident, notamment dans le domaine économique.

⁵ Les « thèses d'avril » se trouvent tome 24, p. 9 et sv.

espérait) que l'existence de la Russie soviétique allait permettre aux pays coloniaux, colonisés et semi-féodaux de sauter l'étape du capitalisme.

Mais la politique de Lénine et des bolcheviks à l'égard de l'Afghanistan en 1919 peut aussi se lire comme une première tentative pour s'emparer de ce pays, qui débouchera en 1979 sur l'invasion soviétique et la guerre où plus de dix mille Soviétiques seront tués, ainsi que des centaines de milliers d'Afghans et qui enclenchera une guerre interne à ce pays, dont on connaît les prolongements internationaux. L'invasion communiste prendra fin avec le retrait décidé, en 1989, par Gorbatchev en pleine perestroïka, dans le mouvement général qui le poussait à abandonner la politique de guerre froide, afin, spécialement, d'améliorer ses relations avec l'Occident dans l'espoir de pouvoir ainsi - directement par la baisse des dépenses militaires, indirectement par des aides diverses - relancer l'économie soviétique.

Si l'on accepte de ne pas la faire remonter à la conquête de Kazan par Ivan le Terrible en 1552, on peut dire que la politique moderne d'expansion russe dans les pays à population musulmane a concerné plusieurs axes qu'on peut suivre, sommairement par zones.

Tout d'abord au XVIIIe siècle les Russes pénètrent en Azerbaïdjan dans le sud-est du Caucase, mais ils doivent attendre le XIXe siècle pour assurer leur domination. Elle n'est pas accompagnée d'une russification : la religion musulmane n'est pas attaquée et les Russes profitent, pour assurer leur main mise, de l'antagonisme entre musulmans, chiïtes, et Arméniens (une politique qui, aujourd'hui encore, est utilisée); ainsi des affrontements entre « Turcs » et Arméniens se produisent-ils à Bakou lors de la révolution de 1905¹.

Au nord Caucase les Russes doivent faire face en 1783 à une guerre sainte menée par l'imam Mansur Uchurma, puis à une lutte organisée par une confrérie soufie pour qui, selon la formulation d'Alexandre Bennigsen et Chantal Lemercier-Quelquejey, « le but final du croyant -l'union avec Dieu- impliquait, en tant qu'une étape intermédiaire sur la voie mystique, l'édification du Royaume de Dieu sur la terre et au préalable, l'expulsion des infidèles »². On notera, sans développer ici ce point, que le projet soufi ainsi présenté - instauration du Royaume de Dieu sur terre - correspond à la définition que Melanchthon et Luther ont donnée, vers 1525, du « fanatisme » comme volonté de supprimer l'« intervalle » entre « Cité de Dieu » et « société civile »³. On connaît la figure de l'imam Chamil, né au Daghestan mais qui créa une forme de domination politique théocratique en Tchétchénie et qui fut vaincu par les Russes en 1859⁴ tout en demeurant une source d'inspiration pour des islamistes radicaux. Au Caucase, les Russes ne cherchèrent pas à pénétrer les montagnes et à transformer les montagnards.

Quant à l'expansion en Asie centrale, elle débuta au milieu du XIXe siècle : on peut l'interpréter (ce qui la rapprocherait de l'expansion britannique) comme une marche vers une région productrice potentielle d'une des matières premières de base de l'industrie moderne : le coton (qui est encore aujourd'hui la grande, et quasi unique richesse, de l'Ouzbékistan).

En Asie centrale les Russes se trouvent face à une population de nomades dans les montagnes et les vallées et de sédentaires dans les oasis. En 1855 les Russes prennent Tachkent, au début des années 1870 ils imposent leur protectorat à l'émirat de Boukhara et au khanat de Khiva, puis, en 1875, à celui de Kokand qui leur a le plus résisté et qu'ils suppriment peu après. Les trois khanats de Kokand, Boukhara⁵ et Khiva sont dirigés par des

¹ Sur les mouvements nationaux en 1905 on se reportera d'abord à l'ouvrage dirigé par F.-X. Coquin, cf. la bibliographie.

² Alexandre Bennigsen et Chantal Lemercier-Quelquejey, *Les Musulmans oubliés, L'Islam en Union soviétique*, Maspero, 1981, p. 27

³ J'ai longuement développé cette question, dans *Le Glaive et le Fléau, Généalogie de la société civile et du fanatisme*, Grasset, 1992.

⁴ Sur la présence de Chamil (Shamil dans la translittération anglaise) comme figure mythique aujourd'hui cf. Anatole Lieven, *Chechnya, tombstone of Russian Power*, Yale, 1998

⁵ L'ouvrage d'Hélène Carrère d'Encausse, *Réforme et révolution chez les musulmans de l'Empire russe* contient

émirs et ils sont en conflits entre eux. Les Russes profitent de la parcellarisation politique de cet espace, mais l'on pourrait dire aussi que cette fragmentation les empêche de régner, comme si l'on retrouvait ainsi la stratégie des groupes segmentaires – « être divisés pour ne pas être gouvernés » –, si bien décrite par Ernest Gellner dans *The Saints of the Atlas*. Les habitants de cette région ne furent pas poussés à se convertir, ni astreints au service militaire et l'empire russe y laissa s'exercer la Charia. Ce qui préoccupait les Russes était l'éventuelle jonction de cette population avec les Tatars de la Volga. Ce furent ceux-ci qui fournirent leurs cadres aux mouvements d'émancipation qui apparurent avec la révolution de 1905.

Ces mouvements étaient très divers car ils relevaient de sentiments d'appartenance à des communautés différentes. Avant 1917 on peut distinguer deux grandes tendances (mais cela ne veut pas dire des mouvements unifiés et centralisés) dans la résistance musulmane à la Russie. Une opposition « conservatrice » liée à un Islam populaire et dont les « confréries » (*tariqats*) soufis qui avaient inspiré la jihad anti Russe de Chamil dans le Caucase nord, mais qui eut d'autres manifestations, comme, après la révolution, la révolte au Daghestan en 1920-1921, diverses révoltes tchéchéennes dans les années 1920 à 1930. À côté se trouvait un mouvement, le Jadidism, né chez des intellectuels refusant ce qui leur paraissait obscurantiste et fanatique chez certains de leurs coreligionnaires : ils inspirèrent divers courants pan-turc et pan-islamiste, et jouèrent un rôle dans la révolte tchéchéenne de 1942-1943. Enfin il faut faire une place à part au communisme nationaliste musulman incarné par Sultan Galiev¹. D'autre part on ne peut oublier que, par exemple au Daghestan, une partie de la population, notamment des petits nobles, s'accommodaient fort bien de la présence russe. Et il y avait des musulmans dans des partis politiques qu'on peut qualifier de laïcs et libéraux comme le parti Constitutionnel démocrate (ou Cadet). (Ce fut du reste la présence des musulmans, peu nombreux, mais symboliquement importants qui empêcha ce parti de réclamer, en 1905, le suffrage universel masculin *et féminin* pour s'en tenir au premier). Depuis des musulmans qui se sentaient d'abord membres de la communauté des croyants, à d'autres fidèles avant tout à des allégeances tribales, en passant par des courants proches du pan-turquisme ou avec un sentiment d'appartenance nationale (au Turkménistan pas exemple), l'on trouvait, donc, chez les musulmans de l'Empire russe, la même hétérogénéité que chez les musulmans d'autres pays. Et, comme souvent ailleurs, l'on est frappé par l'importance d'une croyance en l'existence d'une communauté des fidèles (l'umma qui devrait conduire la jihad et être régie par la charia) et un système d'organisation en confréries religieuses et groupes tribaux où le vernaculaire l'emporte. Et l'on pourrait ajouter que les disparités sociales étaient immenses entre, par exemple, des commerçants de la région Volga et des nomades kazakhs, et que bien sûr il n'y avait pas d'unité linguistique entre les persophones kirghizes et ceux qui parlaient des variétés du turc, sans compter les innombrables langues de montagnards du Caucase. Ainsi les musulmans de l'empire russe ne formaient nullement une communauté, mais leur stratification, leur degré de fission étaient importants et dus à des raisons linguistiques, économiques, à des traditions religieuses différentes, aux distances qui les séparaient, aux contacts qu'ils entretenaient avec des monde extérieures différents, certains voisins des russes, d'autres des habitants de l'empire britannique des Indes.

La révolution de 1905 fut une sorte de « printemps des peuples » de l'empire et précipita l'entrée de certains musulmans dans l'arène politique. Cependant ce fut la révolution de février 1917 qui conduisit à une mobilisation politique effective de musulmans qui se manifesta, notamment, par la tenue d'un congrès des musulmans de Russie le 1^{er} mai, à Moscou, qui rassembla des centaines de délégués et qui se réunit une seconde fois, à Kazan, la métropole tatare, en juillet 1917. Mais les écarts idéologiques (entre partisans, surtout tatars de la création d'une entité musulmane unique et autonome et ceux qui imaginaient une fédération

un long développement sur l'histoire de Boukhara de 1917 à 1924

¹ Cette brève présentation doit beaucoup aux analyses des Bennigsen, Quelquejay et Enders Wimbush

d'Etats musulmans) étaient forts. Le coup d'Etat d'octobre et la monopolisation du pouvoir par les bolcheviks, leur « jacobinisme », leur athéisme et leur anticléricalisme militant, leur analyse en termes de classe et leur ignorance d'ensemble des structures sociales des sociétés musulmanes traditionnelles allaient modifier la donne. Laissons de côté les autres zones pour ne nous intéresser qu'à l'Asie, où la politique intérieure des communistes et leur politique extérieure dessinent un jeu complexe, où Tachkent, Kokand, la Bachkirie, mais aussi Kaboul sont des pièces décisives.

Vue de Kaboul la révolution russe eut un effet direct : elle accrut la peur d'une entreprise de la Grande-Bretagne, dont on sait l'importance de la menace au XIXe siècle. En effet, les troupes russes se retirèrent de Perse en mars 1918, mais pour être remplacées par les Britanniques. Pour les nationalistes afghans, la Russie devenait un allié obligé. Une offre qui ne pouvait que rencontrer l'agrément des bolcheviks dont le projet politique était mondial. Ainsi la rhétorique anti-impérialiste des communistes ne pouvait que susciter l'intérêt des Afghans, du moins de ceux qui s'inscrivaient dans une vision politique en terme de nation. Il existait un groupe de « Jeunes Afghans » qui était hostile à la politique de l'émir Khabdidullah et soutenait le prince Amanull-Khan. En février 1919 l'émir Khabdidullah était assassiné et le prince Amanull-Khan prenait le pouvoir, proclamant que l'Afghanistan était un « Etat libre et indépendant ». En dépit d'un avis contraire du vice-roi des Indes, qui pensait que le soutien au nationalisme irait à l'encontre de l'expansion du bolchevisme, les Britanniques rejetèrent une proposition afghane visant à établir de nouveaux liens sur la base d'une égalité entre les partenaires, comme s'ils n'avaient pas renoncé à prendre la revanche de leurs échecs du XIXe siècle dont Engels a dépeint certains dans son texte de 1857 (cf. p. 23).

En avril 1919 l'émir Amanull-Khan s'adressa à Lénine en affirmant que les bolcheviks étaient les représentants de ceux qui croyaient en l'égalité et en la liberté des nations du monde entier. En fait, Amanull-Khan soit l'ignorait effectivement, soit feignait de l'ignorer par besoin tactique de trouver une aide pour contrer la menace britannique, mais les communistes avaient déjà mis en œuvre une politique impérialiste violente dans cette partie de l'Asie.

En effet, dès octobre 1917 les bolcheviks avaient pris le contrôle de Tachkent, soutenus par la bourgeoisie russe locale dont l'appartenance de classe (marchands, fonctionnaires, militaires) aurait dû la conduire à une autre position, mais qui, en l'occurrence, était plus russe que bourgeoise : les musulmans étaient pour ce groupe plus menaçants que les communistes, croyaient-ils (et évidemment ils n'en avaient qu'une connaissance vague et donc ils ne pouvaient imaginer la logique d' « épuration » de classe qui était celle des communistes qui, bientôt aller, notamment, prôner la lutte contre les koulaks)¹. Le président du Conseil des commissaires du peuple de la République du Turkestan était un néo-bolchevik, Fédor I. Kolessov². Mais son titre (que lui accorde notamment Lénine dans les directives qu'il lui adresse) ne doit pas tromper : cette république n'avait nulle vocation à devenir un Etat indépendant car, dans la logique des bolcheviks, tout gain territorial possible était légitime. Face à l'institutionnalisation du communisme dans la région, les chefs musulmans répondirent en réunissant à Kokand³ un conseil politique qui proclama l'indépendance du Turkestan. Les bolcheviks réduisirent la dualité de pouvoir (communiste russe à Tachkent, musulman indigène à Kokand) selon leur mode opératoire classique : ils prirent Kokand en février 1918, rasèrent la ville et massacrèrent la population. Le contrecoup en fut la naissance et le

¹ Sans revenir sur cette question on peut citer le § 3, alinéa F, rédigé par Lénine, de la Constitution de 1918.

² Par exemple dans les *Œuvres* en français, t. 44, p. 124

³ La ville se trouve dans l'actuelle Ouzbékistan, dans la plaine de Fermaga.

développement du mouvement des Basmatchis¹, où se retrouvaient les plus pauvres des musulmans sédentaires ou nomades, qui s'étendit à toute la zone et dont les derniers éléments furent réduits seulement en 1936. Cependant, en avril 1918 se réunissait un « Conseil des Soviets du territoire du Turkestan à Tachkent » et un « Conseil des commissaires du peuple du Turkestan », à qui Lénine et Staline (il était Commissaire du peuple aux nationalités) envoyèrent un bref texte d'incitation à créer des soviets et à réfléchir au rapport à établir entre l' « organe souverain » de leur « territoire » et les Conseils des commissaires du peuple à Moscou². En mars 1919, lors du VIII^e congrès du parti, Lénine critique Boukharine qui s'était demandé si l'on avait encore besoin du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes ». Et il affirme : « nous ne pouvons refuser à aucun des peuples de l'ancien Empire russe, le droit à l'autodétermination » et il demande : « Que pouvons donc faire pour les peuples tels que les Kirghiz, les Ouzbeks, les Tadjiks, les Turkmènes jusqu'ici soumis à l'influence de leurs mollahs ? ». Après avoir constaté qu'en Russie le mariage civil est encore peu diffusé, ce qui manifeste l'influence des popes, il dit qu'il faut attendre que la « nation intéressée ait évolué, que le prolétariat se soit différencié des éléments bourgeois, ce qui est inéluctable »³. Le propos de Lénine était contradictoire car il s'agissait de reconnaître le droit à l'autodétermination nationale à des zones où l'idée de nation, spécialement dans son acception par Marx ou Lénine lui-même qui impliquait l'existence d'une bourgeoisie, n'avait aucune réalité. Pourquoi donc cette reconnaissance d'un droit à disposer d'elles-mêmes à des nations qui n'existaient pas ? En fait Lénine, plus que par l'Asie centrale, est intéressé à ce moment là par l'Allemagne, comme le montre la suite de son intervention à ce congrès, l'Allemagne où il ne veut pas que les communistes russes apparaissent comme d'éventuels envahisseurs, ce qui compromettrait la possible victoire de la révolution dans ce pays, autrement important à ses yeux que ceux de l'Asie centrale. La modération dans l'emprise sur les peuples dominés par l'Empire tsariste, doit donc calmer les inquiétudes du prolétariat allemand qui redoute d'être soumis au joug russe. Cependant la signature, au même moment que se tient le VIII^e congrès du parti bolchevik, en mars 1919, avec une délégation bachkir, d'un « Accord du pouvoir soviétique central avec le gouvernement bachkir sur la Bachkirie soviétique autonome » est, pour le moins ambigu, dans son titre même : la relation entre le « pouvoir soviétique » et la Bachkirie soviétique semble symétrique, mais le premier est qualifié de « central », et la Bachkirie est déclarée « autonome ». Autrement dit « le droit des nations » de l'ancien Empire russe dans le nouveau système communiste apparaît comme un droit à exister comme entités « autonomes » au sein d'un ensemble dont le « centre » est à Moscou.

Ceci est clair puisque, peu après, en août 1919, la Russie soviétique et le « Turkestan rouge », selon la formule de Lénine⁴, étaient sur la voie de la « réunion ». Puis le Turkestan communiste⁵, partie de la Russie soviétique fut pris dans les tourments de la guerre civile, Frounzé étant le commandant militaire de la zone⁶. Et, dans les faits, en octobre 1919 une

¹ En ouzbek "basmatchi" signifie "bandit".

² *Œuvres* t. 36, p. 501

³ Lénine *Œuvres*, t. 29, p.170.

⁴ Lénine *Œuvres*, t. 44, p. 279. Lénine, par ailleurs, connaissait bien la richesse en coton de ce qu'on appelait avant 1914 le Turkestan. Il avait en effet collecté des informations sur ce pays pour l'élaboration de l'Impérialisme. Stade suprême du capitalisme cf. *Œuvres* t. 39, p. 494. C'est à cette occasion qu'il note des informations S'il connaissait la région très imparfaitement il avait lu des textes sur la Perse après même la rédaction de *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* et il avait une idée de sa disparité, cf. "Cahier sur la Perse" in *Œuvres* t. 39, p. 759-767. Il fait un résumé de l'ouvrage de G. Demorgny *La question persane et la guerre*, Paris, 1901 et Jaeger, *La Question persane* (t. 39, p. 767) où il cite l'auteur selon lequel les Afghans "ne sont nullement des adversaires que l'on puisse sous-estimer" du point de vue militaire. Un texte que les communistes ont trop peu lu dans les années 1970 !

⁵ Hélène Carrère d'Encausse a donné une analyse détaillée de l'histoire du Parti communiste au Turkestan dans *Le Grand défi*, p. 179 et sv.

⁶ Lénine *Œuvres*, t. 44, p. 295

« Commission du Turkestan » fut créée, dont Frounzé faisait partie, et qui agissait comme une sorte d'instance délocalisée du pouvoir communiste, ce qui impliquait que les directives lui venaient de Moscou et, éventuellement de Lénine lui-même¹. Ainsi l'« autonomie » parfois proclamée des territoires d'Asie centrale n'avait été pour Lénine qu'un moyen de se rallier sur place certains supports et d'éviter d'apparaître, à ce moment-là, surtout aux yeux des ouvriers et des militants Allemands qui pouvaient être tentés par l'exemple révolutionnaire russe, comme une puissance impérialiste.

Au juin 1920, à la sortie de la guerre civile, Lénine sur la base d'un rapport de la « Commission du Turkestan » préconisa, sans effet immédiat, la création, pour des raisons « ethnographiques » de trois entités : l'Ouzbékistan, la Kirghizie et le Turkménistan². Née d'une décision politique niant l'hétérogénéité du terrain et en soumettant le découpage au centre, la création des républiques d'Asie centrale par Lénine (qui oubliait les tadjiks, persophones) montre bien que les communistes poursuivaient la politique de l'Empire tsariste tout en cherchant à fabriquer des nations qui pourraient correspondre à la définition que Staline en avait donnée en 1913. Ultérieurement, en 1924, le projet de Lénine devint effectif et une « délimitation nationale » (*natsional'noe razmezhevanie*) fit éclater la république autonome du Turkestan en plusieurs entités³ : république ouzbek, république du Turkestan, territoire autonome de Kirghizie (au sein de l'Union des républiques fédérées russes (RFSR), république autonome tadjik (au sein de la république ouzbek). Ce découpage, qui procédait d'une logique où l'on croyait qu'en divisant et subdivisant les entités territoriales on arriverait, en fin de découpage, à des unités territoriales dont la population serait « nationalement » homogène, bien loin de calmer les revendications nationales et ethniques, les multiplia⁴. Mais le projet léniniste d'organisation territoriale de l'Asie centrale, qui aboutit à la division de 1924, relevait de plusieurs logiques ; l'une était certainement que ce système, à la fois pyramidal et juxtaposant les entités politiques *partes extra partes*, semblait propice à l'ajout d'éléments nouveaux à l'ensemble soviétique, comme ce fut le cas pour la Géorgie, qui avait profité de la révolution pour échapper à l'emprise russe et était dirigée par des mencheviks, mais qui fut envahie par les communistes russes, avec le soutien des bolcheviks locaux en février 1921⁵. Ce qui avait facilité la prise de la Géorgie était l'absence de soutien (en 1921) soit des puissances occidentales, soit de la Turquie. Et l'Afghanistan était au tout premier rang des candidats potentiels à la soviétisation : continuité territoriale avec la Russie soviétique, menace pesant sur elle de la Grande Bretagne impérialiste.

Dans ce contexte l'on comprend mieux les rapports entre le souverain afghan et Moscou. Le 7 avril 1919 (mais le texte indiquait aussi la date dans le calendrier musulman selon lequel on était en 1337 de l'hégire), l'émir Amanull-Khan dans une lettre, adressée, au Président de l'Etat Russe (Lénine), lui déclarait qu'il avait, avec ses « camarades », promu « la liberté et

¹ Lénine *Œuvres*, t. 42, p. 196-197. Dans cette lettre directive, de juin 1920, Lénine ordonne, notamment à la commission, de "briser, expulser et soumettre de la manière la plus énergique les koulaks russes" mais aussi il rappelle que "l'objectif général (est) le renversement du féodalisme, non le communisme". La qualification de "féodal" pour la zone couverte alors par le Turkestan soviétique montre bien à quel point les bolcheviks ignoraient tout des structures sociales et du moyen âge occidental et du monde musulman en Asie centrale.

² Lenin, *Polnoe sobranie*, t.42, p.436. Ce texte d'abord publié en 1942 dans le tome XXXIV du "Recueil Lénine" n'a pas été traduit dans l'édition des *Œuvres* en français.

³ Sur cette création d'entités, fort complexe, on trouvera une présentation synthétique et claire dans O. Roy, *L'Asie centrale contemporaine*

⁴ Sur cette division et ses effets on se reportera au passage du livre de Terry Martin, *The Affirmative Action Empire. Nations and Nationalism in Soviet Union, 1923-1939*. Cornell, UP, 2002, notamment p. 67 et sv. pour la cas ouzbek. La notion américaine d'"affirmative action" pour présenter la politique soviétique des nationalités a, antérieurement été utilisée par Michael Rywkin, pour désigner les mesures de discrimination positive en faveur des minorités nationales in M. Rywkin, "National symbiosis : Vitality, Religion, Identity, Allegiance" in Y. Ro'i, *The USSR and the Muslim World*

⁵ Sur cet épisode on se reportera à l'ouvrage de R.G.Suny, *The making of the Georgian nation*

l'égalité entre les pays et les peuples du monde »¹. Le 27 mai 1919, en retour, une lettre signée, conjointement, par Lénine et Kalinine, non en tant que dirigeants communistes, mais comme hommes d'Etat dirigeants de la Russie soviétique, destinée à l'émir d'Afghanistan formulait un conseil, qui pouvait aussi être interprété comme une menace : « L'effort du peuple afghan pour suivre l'exemple de la Russie serait la meilleure garantie pour que l'Etat afghan soit fort et indépendant »². Mais le souverain afghan n'allait pas s'engager dans cette voie soviétique.

Car le 3 mai 1919 les Anglais avaient lancé une troisième guerre contre l'Afghanistan après celle de 1832-1843 (dont Engels parle dans son article sur l'Afghanistan cf. infra p. 23) et celle de 1878-1880. Elle fut rapide : un mois, et se termina par un échec anglais. Et ceci grâce aux communistes : ils avaient repoussé une attaque anglaise au Turkestan ce qui interdisait aux Anglais d'attaquer l'Afghanistan depuis le nord. En août, par un traité provisoire, signé à Rawalpandi, la Grande Bretagne reconnaissait l'indépendance de l'Afghanistan, tant sur le plan de sa politique intérieure que de sa politique étrangère. Lénine était donc fondé, dans sa lettre de novembre 1919 (cf. pp. 32-35) à affirmer que l'Afghanistan était le « premier Etat musulman du monde », puisque à cette époque les autres nations musulmanes étaient incluses dans des Empires (comme l'Empire français ou l'Empire Ottoman). Mais la prise de contrôle totale de Turkestan par l'Armée rouge faisait que la Russie soviétique et l'Afghanistan étaient deux Etats mitoyens comme l'Afghanistan l'était aussi de l'Empire indien britannique, et de la Perse. En juin 1919 Moscou envoyait un ambassadeur plénipotentiaire à Kaboul, dont il était précisé qu'il était ambassadeur en poste à Kaboul pour « l'Asie centrale », ce qui incluait les régions occidentales de la Chine voisines de l'Afghanistan et de la Russie soviétique. En réciprocité l'émir Amanull-Khan envoya un ambassadeur à Moscou, le général Mohammad Wali-Khan, qui rencontra Lénine en octobre, par deux fois : le compte rendu de la première entrevue parut dans *La Pravda*, journal officiel du parti, du 17 octobre 1919 (cf. pp. 36-37). Le leader bolchevik, y peut-on lire, demandait à l'ambassadeur d'Afghanistan de l'aider à lutter contre « le joug impérialiste », ce à quoi l'ambassadeur répondait qu'il était sûr que « l'impérialisme européen n'avait plus sa place en Orient » (ce qui n'était pas sans ambiguïté selon la zone où l'on situait la Russie soviétique et vue de Kaboul, Moscou était certainement en Europe).

Le 27 novembre 1919 Lénine remit une lettre au général Wali-Khan qui s'appretait à repartir à Kaboul et dont on lira le texte complet, traduit ici pour la première fois en français à partir d'une publication intégrale en russe qui n'a eu lieu qu'en 2001. On verra que Lénine affirme son espoir que le peuple afghan puisse « unir autour de soi tous les peuples musulmans réduits en esclavage sur la voie de la liberté et de l'indépendance » (cf. infra pp. 32-35). On pourrait ironiser sur le point que la politique soviétique au Turkménistan avait visé à réduire les peuples de cette région à l'esclavage, mais évidemment pas sous le « joug impérialiste », mais sous le joug communiste. L'ennemi commun des deux peuples, soviétique et afghan, est désigné dans ce qui paraît une proposition d'alliance : le gouvernement impérialiste de la Grande Bretagne et, pour nourrir ces « accords d'amitié », Lénine se déclare prêt à une rectification des frontières en faveur de l'Etat afghan, rectification qui serait négociée entre celui-ci et les autorités soviétiques du Turkestan. Utiliser l'Afghanistan, quitte à perdre provisoirement, un peu de l'espace soviétique en Asie, pour saper l'emprise britannique sur le monde musulman et récupérer sa mise au centuple, tel est donc le rêve de Lénine à ce moment. Mais, dans ce Grand Jeu, les Afghans peuvent se demander ce qu'il adviendrait si la Russie soviétique restait la seule grande puissance de la zone.

En décembre 1919, l'ambassade soviétique ouvrait à Kaboul et quelques mois après, le 13 avril 1920, un traité entre les deux pays était signé. Les Britanniques s'en inquiétaient, mais ils

¹ *Dokumenty vnechnei Politiki SSSR*, t.2, 175

² *Dokumenty vnechnei Politiki SSSR*, t.2, 174

étaient sans souplesse politique puisqu'ils demandaient aux Afghans de fermer l'ambassade soviétique et qu'ils leur proposaient la liberté de commerce à travers l'Inde (inutile d'insister sur l'enclavement de l'Afghanistan), mais à condition que les relations extérieures de l'Afghanistan se fassent par l'entremise britannique. On l'a dit plus haut, l'émir Amanull-Khan s'inscrivait dans le mouvement « Jeune Afghan », donc il était nationaliste afghan, et par conséquent heureux d'une modification des frontières avec la Russie en faveur de l'Afghanistan. Mais l'émir était aussi pan-islamique, si bien qu'il avait de la sympathie pour les musulmans qui résistaient aux communistes en Asie soviétique où les communistes avaient réduit à leur merci, à travers des soulèvements populaires qu'ils savaient fort bien manipuler, deux émirats restés jusque là indépendants : Khiva en février 1920 et Boukhara en septembre de la même année. Mais, par ailleurs, l'émir pouvait s'imaginer en chef d'un mouvement musulman d'Asie centrale, rôle que Lénine l'incitait à prendre. Si bien que cet argument, combiné avec l'arrogance britannique, facilita la signature en février 1921 d'un accord soviéto-afghan, qui pouvait, en outre, fléchir les Anglais. On a une claire indication de la priorité que l'émir accordait à son appartenance musulmane par rapport à un rôle de leader anti-impérialiste à la mode de Moscou : le mois suivant la signature du traité russo-afghan l'émir de Boukhara (politiquement éliminé par les communistes) était accueilli en hôte d'honneur à Kaboul. Et, bien sûr, réciproquement, les communistes mettaient sur pied un embryon de parti communiste afghan, (même s'ils avaient peu de forces : au congrès de Bakou, le premier congrès des peuples d'Orient en août 1920 il n'y avait d'identifié comme tel qu'un seul Afghan). Néanmoins un bureau du Turkestan du Comité central du Parti Communiste Russe s'employait à aider les communistes afghans et il y eut un projet d'infiltrer l'armée pour renverser l'émir Amanull-Khan¹. Il faudra attendre 1978 pour qu'un coup d'Etat communiste réussisse à Kaboul (mais avec des communistes divisés entre eux ce qui conduisit les Soviétiques à intervenir eux-mêmes, par l'invasion de 1979).

Ce n'est pas la connaissance de ces activités des communistes, même s'il les avait, mais plutôt la pratique même des communistes au Turkestan et dans la zone qui conduisit le ministre des Affaires étrangères afghan Tarzi à limiter les manifestations de « l'amitié » soviétique en ne mettant pas en œuvre, par exemple, la disposition du Traité soviéto-afghan qui prévoyait l'ouverture d'un consulat à Herat, alors même que les Russes avaient pris, pour un temps, la place des Anglais en Perse², ni à Kandahar et Gazni près de la frontière avec l'Inde. Les Soviétiques étaient mécontents de cette décision, mais ils n'obtinrent pas gain de cause. Du même coup les Afghans, se trouvaient dans une position assez favorable d'accord mais sans subordination avec les Soviétiques, pour pouvoir signer, en novembre 1921, un accord avec les Anglais. La tentative de pénétration, et l'on en sent constamment l'envie même d'annexion de l'Afghanistan par les communistes devait être reportée à plus tard.

Outre le contrepoids anglais que les Afghans avaient su utiliser pour limiter la poussée soviétique, une autre raison, déjà évoquée, peut expliquer que les Russes n'ait pas tenté une opération d'invasion au début des années 1920 et qu'ils durent patienter plus de 50 ans : la stratégie de Lénine à l'égard des pays colonisés le conduisait à la prudence, au moins dans les apparences, pour éviter de s'aliéner les bonnes volontés des peuples opprimés. Il ne s'agit pas d'éviter d'effrayer les prolétaires des pays occidentaux, comme les Allemands, évoqués plus haut, mais d'éviter que la lutte des peuples colonisés contre l'impérialisme ne soit freinée par la peur d'une entreprise coloniale russe. Dans une lettre adressée « Aux camarades

¹ Un historien soviétique, A.N. Keifets, a publié des documents sur cet aspect de la politique soviétique en 1981. Cette publication était rendue possible par la prise du pouvoir par les communistes afghans en avril 1980 qui apparaissait ainsi comme le résultat d'un projet ancien et, bien sûr légitime. Keifets "Uzy dobrososedstva i bratstva nerastozhmy", *Aziia i Afrika segodnia*, n°2, 1981. Cet article est cité par Michael Voldarsky dans sa contribution, qui nous a été très utile, à l'ouvrage sous la direction de Yaacov Ro'i.

² Rappelons qu'Herat est une ville de l'Ouest de l'Afghanistan proche physiquement mais aussi religieusement et culturellement de l'Iran, comme la guerre de 2002 l'a encore montré.

communistes du Turkestan », en novembre 1919, en sa qualité de membre du parti, Lénine insiste sur l'importance qu'il y a à entretenir de « bons rapports avec les peuples du Turkestan » et il ajoute :

« Pour toute l'Asie et pour toutes les colonies du monde, pour des milliers et des millions d'hommes, les relations de la République soviétique ouvrière et paysanne avec les peuples faibles, opprimés jusqu'à ce jour, auront une importance pratique »¹.

Cette attitude, il allait l'argumenter plus encore dans les années ultérieures ce qui alimenta, à la fin de sa vie, son conflit avec Staline. On ne reprendra ici que, très brièvement, les arguments de Lénine².

Ils représentent une rupture, qu'il relie à la réussite même de la Révolution en Russie, par rapport à sa vision de la stratégie mondiale antérieure. Lors de la Révolution chinoise de 1911-1912 Lénine avait salué en Sun Yat-sen un « démocrate révolutionnaire plein de la générosité d'une classe ascendante et non descendante qui ne craint pas l'avenir ». Et il opposait la bourgeoisie d'Orient et d'Occident non parce que la première serait « matérialiste » et que la seconde appartiendrait à un monde « mystique et religieux ». Au contraire l'Orient a « définitivement » choisi la voie de l'Occident, affirme Lénine, et la bourgeoisie y est « conséquente », comme l'était la bourgeoisie européenne du XVIII^e siècle. Aussi Lénine n'approuve-t-il pas le programme agraire « réactionnaire » et « populiste » de Sun Yat-sen qui voudrait dispenser la Chine de « l'étape du capitalisme ». Ainsi Lénine reprend-il pour la Chine le point de vue anti-populiste qu'il avait eu en Russie : la Russie suit la voie du développement capitaliste et elle n'est pas une exception, même si elle a des particularités. Cependant alors qu'il considère que la bourgeoisie russe manque de détermination politique, qu'elle n'est pas résolue à conduire elle-même sa révolution démocratique, il croit qu'en Chine existe une bourgeoisie révolutionnaire. Et à ce titre l'Orient est « avancé » car on y trouve un prolétariat, en expansion, et une bourgeoisie révolutionnaire, alors que l'Occident est « retardé » car seul le prolétariat y est révolutionnaire.³

Sans suivre toutes les étapes de l'évolution de la pensée de Lénine on peut opposer à ce type d'analyse celle qu'il développe au II^e congrès de l'Internationale Communiste en juillet 1920 dans son « Rapport de la commission nationale et coloniale »⁴. Dans son analyse du « système politique mondial », Lénine distingue cinq traits. 1/ La division du monde entre peuples opprimés (70% de la population mondiale) et peuples oppresseurs. 2/ L'existence d'un petit groupe de nations impérialistes qui luttent contre le mouvement soviétique qui a la Russie soviétique à sa tête. 3/ La nécessité pour les partis prolétariens de soutenir le mouvement paysan dans les pays arriérés, mais en ne soutenant que les mouvements nationaux qui sont révolutionnaires et non réformistes. 4/ L'expérience des Soviets, telle qu'elle s'est imposée en Russie, est universalisable. 5/ Si les masses travailleuses arriérées se voient tendre la main par le prolétariat victorieux des pays avancés qui auront fait triompher les Républiques soviétiques, elles pourront sortir de leur « stade de développement » ; et même « on aurait tort de croire que le stade de développement capitaliste est inévitable pour les peuples arriérés ».

Ainsi la thèse considérée, longtemps, par Lénine comme une démarcation nette et indispensable avec les courants populistes, selon laquelle le « stade de développement capitaliste » était nécessaire, est abandonnée car l'existence de la Russie soviétique a changé les données du Grand Jeu du système politique mondiale. Cette vision stratégique (alliance de la Russie soviétique avec les nations paysannes colonisées qui peuvent sauter l'étape

¹ *Œuvres* t. 36, p. 134. Cette lettre fut publiée dans *Tourkestanski Kommunist* à l'occasion du deuxième anniversaire de la révolution.

² Pour le récit du conflit entre Lénine (qui cherche l'appui de Trotsky) avec Staline à la fin de sa vie je renvoie au dernier chapitre de mon ouvrage *Le léninisme*

³ Voir Lénine, *Œuvres*, t. 18, p. 162 et sv.

⁴ Lénine, *Œuvres*, t. 31, p. 247 et sv.

capitaliste en raison même de l'existence de la Russie soviétique) ne peut qu'être renforcée par l'échec de l'Armée Rouge à s'emparer de Varsovie en août 1920. Quelques jours après s'ouvre le congrès de Bakou « congrès des peuples d'Orient ») (avec un délégué afghan, nommé Aga-Zadé, dans la liste de ceux qui sont identifiés)¹. Zinoviev, président du Comité exécutif de la IIIe Internationale, a beau affirmer que ce n'est que partie remise et qu'« il ne faudra pas des mois, mais quelques semaines pour que notre armée rouge étende de nouveau sa main puissante vers Varsovie »², les peuples d'Orient apparaissent bien comme un recours pour l'expansion mondiale de la Révolution dont la trajectoire vers l'Ouest est barrée.

Mais pour réaliser la nouvelle alliance il ne faudrait pas que la Russie soviétique apparaisse comme une puissance de type colonial. Or Lénine, mais trop tard car il a constamment soutenu des mesures qui allaient dans l'autre sens, découvre que Staline, commissaire du peuple aux nationalités, celui qu'il avait lui-même désigné comme un « merveilleux géorgien » pour sa rédaction de la brochure « Le marxisme et la question nationale », fait preuve de « chauvinisme grand russe ». La « brutalité » (*grubost'*) de Staline, qui charmait Lénine en 1913, ne lui paraît plus un trait positif en 1922 : elle a des aspects personnels (dans les rapports de Staline avec les autres communistes mais aussi avec la femme de Lénine, Kroupskaïa), mais aussi stratégiques. Staline ne veut pas que la Géorgie, et les autres peuples du Sud Caucase entrent dans l'URSS en construction comme des éléments sur un pied d'égalité avec la Russie, mais au sein d'une Fédération transcaucasienne. Lénine cherchera à le contrer, avec l'aide de Trotsky, mais en vain. En l'occurrence ce qui préoccupe Lénine dans le « chauvinisme grand russe » de Staline ce n'est pas tant le sort des Géorgiens, mais que l'URSS donne l'image d'une puissance impériale. Il ne faut pas « nous engager nous mêmes, fût-ce pour les questions de détail, dans des rapports impérialistes à l'égard des nationalités opprimées en éveillant ainsi la suspicion sur la sincérité de nos principes, sur notre justification de principe de la lutte contre l'impérialisme ».³

Lénine a donc écrit, au futur, une nouvelle Grande Narration qui rompt avec celle qu'il déroulait avant la révolution soviétique. Il imagine une alliance qui permettrait l'entrée dans le communisme des nations paysannes. On pourrait évidemment souligner que, y compris dans ses appels à rejeter le chauvinisme et l'impérialisme, se manifeste une volonté d'instrumentaliser les pays dominés par l'impérialisme occidental. Il n'imagine pas pour eux une trajectoire autonome et spécifique, mais un ancrage avec la révolution russe. En même temps qu'il abandonne le schéma par étapes théorisé par Marx, on peut aussi noter que Lénine semble ignorer les spécificités sociales et politiques des pays dominés. Alors que Marx avait au moins relevé l'existence et d'un système tribal et d'une pluralité d'Etats dans une zone comme le soi-disant « Etat » d'Afghanistan, Lénine pense les pays colonisés comme des « peuples », des « Nations », des « Etats ». Ainsi, il exporte le schéma du développement politique européen dont il ne semble pas douter de la valeur universelle. L'histoire ultérieure, spécialement le dramatique épisode de l'invasion communiste en Afghanistan et ses conséquences qui perdurent, lui apportera un démenti sanglant.

¹ Ce délégué est désigné pour faire partie du Conseil d'Action et de Propagande des Peuples d'Orient.

² Cette seule phrase devrait décourager ceux qui veulent interpréter l'histoire de la Révolution russe et de la guerre civile en mettant au premier plan "l'encerclement" des communistes : comme l'avait déjà noté Bertrand Russell, celui-ci s'analyse largement comme une prophétie autocréatrice.

³ Lénine, *Œuvres*, t. 36, p. 624, texte du 31 décembre 1922 qui poursuit une note commencée le 30 sur la question des nationalités ou de l'"autonomie". Lénine commence ce texte en affirmant qu'il est "fort coupable" devant les ouvriers de Russie de n'être pas intervenu avec assez "d'énergie et de rudesse dans la fameuse question de l'autonomie", officiellement appelée "question de l'union des républiques socialistes soviétiques".

THE PERSIAN TREATY

London, June 12, 1857

Some time ago, when a question respecting the Persian war was addressed to Lord Palmerston in his own House of Commons, he tauntingly replied: "As soon as the *peace* is ratified the House may express its opinions on the *war*."² The treaty of peace signed at Paris, March 4, 1857, and ratified at Bagdad, May 2, 1857, has now been laid before the House. It consists of fifteen Articles, eight of them being freighted with the usual treaty-of-peace ballast. Article V, stipulates that the Persian troops are to withdraw from the territory and city of Herat, and from every part of Affghanistan, within three months, from the date of the exchange of the ratifications of the treaty, By Art. XIV, the British Government, on its part, engages, so soon as the above stipulation be carried into effect, "to withdraw without delay the British troops from all ports, places and islands belonging to Persia."³

Now it should be recollected that the evacuation of Herat by the Persian troops was spontaneously offered by Feroukh Khan, the Persian Ambassador, during his protracted conferences at Constantinople with Lord Stratford de Redcliffe, and before the capture of Bushire had yet occurred. The only new profit accruing to England from this stipulation is, therefore, limited to the privilege of enchaining during the most unhealthy season, her troops to the most pestilential spot of the Persian Empire. The terrible ravages the sun and swamps and the sea inflict during the summer months, even on the native population of Bushire and Mohammerah, are chronicled by old and modern writers; but why refer to them, since a few weeks ago, Sir Henry Rawlinson, a very competent judge, and a Palmerstonian too, publicly declared that the Anglo-Indian troops were sure to sink under the horrors of the climate?⁴ *The London Times*, on receiving the news of the Mohammerah victory, proclaimed at once the necessity of advancing despite the treaty of peace to Shiraz, in order to save the troops.⁵ The suicides, too, of the British Admiral and General⁶: placed at the head of the expedition, were due to their profound anxiety as to the probable fate of the troops, whom, by Governmental instruction, they were not to push beyond Mohammerah. A Crimean catastrophe on a smaller scale may thus be safely expected; this time proceeding neither from the necessities of war, nor from the blunders of the Administration, but from a treaty written with the sword of the victor. There occurs one phrase in the articles quoted which, if it suit Palmerston, may be worked into "a small bone of contention."

Art. XIV. stipulates the "withdrawal of the British troops from all ports, places and islands *belonging to Persia*." Now it is a controversial matter whether or not the town of Mohammerah *does* belong to Persia. The Turks have never renounced their claims to that place, which, situated on the Delta of the Euphrates, was their only seaport on that river

¹ Les textes de Marx et d'Engels sont repris des *Collected Works* dont nous avons aussi conservé les notes

² Palmerston's speech in the House of Commons on May 18, 1857, *The Times*, No. 22684, May 19, 1857, -Ed.

³ Here and below see "Treaty of Peace between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and His Majesty the Shah of Persia", *The Times*, No. 22704, June 11, 1857, -Ed.

⁴ H.C. Rawlinson's speech at a meeting of the Royal Geographical Society on May 11, 1857, *The Times*, No. 22679, May 13, 1857, -Ed.

⁵ *The Times*, No. 22681, May 15, 1857, leading article, -Ed.

⁶ Etheridge and Stalker, -Ed.

always accessible, the port of Bassora, being at certain seasons too shallow for ships of large burden. Thus, if Palmerston pleases, he may hold Mohammerah on the pretext of its not "belonging" to Persia, and of waiting for the final settlement of the boundary question between Turkey and Persia.

Art. VI. stipulates that Persia agrees to

"relinquish all claims to sovereignty over the territory and city Herat and the countries of Affghanistan;" to "abstain from all interference with the internal affairs of Affghanistan;" to recognize the independence of Herat and the whole of Affghanistan, and never to attempt to interfere with the independence of those States;". to refer, in case of differences with Herat and Affghanistan, "for adjustment to the friendly offices of the British Government, and not to take up arms unless these friendly offices fail of effect."

The British Government, on their part, engage

"at all times to exert their influence with the States of Affghanistan to prevent any causes of umbrage being given by them," and "to use their best endeavors to compose differences in a manner just and honorable to Persia."

Now, if this article is stripped of its red tape, it means nothing beyond the acknowledgement by Persia of the independence of Herat, a concession to make which Feroukh Khan had declared himself ready at the Constantinople conferences. It is true that, by virtue of this article, the British Government is appointed the official intermeddler between Persia and Affghanistan, but that part it was, since the commencement of this century, always acting. Whether it be able or not to continue it, is a question, not of right, but of might. Besides if the Shah¹ harbors at the Court of Teheran any Hugo Grotius, the latter will point out that any stipulation by which an independent State gives a foreign Government the right of interfering with its international relations is null and void according to the *jus gentium*², and that the stipulation with England is the more so, since it converts Affghanistan, a merely poetical term for various tribes and States, into a real country. The country of Affghanistan exists, in a diplomatic sense, no more than the country of Panslavia.

Art. VII., which stipulates that, in case of any violation of the Persian frontier by the Affghan States,

"the Persian Government shall have the right [...] to undertake military operations for the repression and punishment of the aggressors, " but "must retire within its own territory so soon as its object is accomplished,"

is but a literal repetition of just that clause of the treaty of 1852³ which gave the immediate occasion for the Bushire expedition.

By Art. IX. Persia admits the establishment and recognition of British Consul-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents, to be placed on the footing of the most favorite nation; but by Art. XII. the British Government renounces

"the right of protecting hereafter any Persian subject not actually in the employment of the British mission or of British Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents. "

The establishment of British Consulates in Persia being agreed to by Feroukh Khan before the commencement of the war, the present treaty adds only the renunciation, on the part of England, of her right of protectorate over Persian subjects, which right formed one of the ostensible causes of the war. Austria, France and other States have obtained the establishment of consulates in Persia without recurring to any piratical expeditions.

¹ Nasr-ed-Din.-Ed.

² International law -Ed.

³ A reference to *Articles convenus entre la Grande-Bretagne et la Perse relatifs à l'indépendance de la Ville de Hérat; signés à Téhéran, le 25 janvier 1853* -Ed.

Lastly, the treaty forces Mr. Murray back on the Court of Teheran, and prescribes the apology to be made to that gentleman, for being characterized in a letter addressed to Sadir Azim¹ by the Shah, as a "stupid, ignorant and insane man", as a "simpleton", and as the author of a "rude, unmeaning and disgusting document."² The apology to be made to Mr. Murray was likewise offered by Feroukh Khan, but then declined by the British Government, who insisted upon the dismissal of Sadir Azim, and Mr. Murray's solemn entry into Teheran "to the sound of cornet, flute, harp, sackbut, psaltery, dulcimer, an all manner of music."³ By accepting, as Consul-General in Egypt, personal favors from Mons. Barrot, by sending, on his first landing at Bushire, the tobacco then presented to him in the Shah's name to the bazaars, there to be publicly sold by acting the knight-errant of a Persian lady of dubious virtue, Mr. Murray has failed to impress on the Oriental mind very high notions of British integrity or dignity. His forced readmission at the Persian Court must, therefore, be considered a rather questionable success. On the whole, the treaty contains, beyond the offers Feroukh Khan made before the outbreak of the war, no stipulations worth the paper they are written upon, and still less the treasure spent and the blood shed. The clear profits of the Persian expedition may be summed up in the odium incurred by Great Britain throughout Central Asia; the disaffection of India, increased by the withdrawal of Indian troops, and the new burdens thrown in the Indian Exchequer; the almost inevitable recurrence of another Crimean catastrophe: the acknowledgment of Bonaparte's official mediation between England and Asiatic States; lastly, the acquisition by Russia, of two strips of land of great importance - the one on the Caspian, the other on the north-coast frontier of Persia.

Written on *June 12, 1857* Reproduced from the newspaper; First published unsigned in the *New-York Daily Tribune*, No.5048, June 24, 1857



¹ Prime Minister Mirza Aga Khan.- *Ed.*

² Nasr-ed-Din's letter to Sadir Azim of December 1855, *The Times*, No.22704, June 11, 1857, "The Peace with Persia". - *Ed.*

³ Daniel 3:10. - *Ed.*

THE NEW CHINESE WAR

October 1, 1859

A Cabinet Council is announced for to-morrow in order to decide upon the course to be taken in regard to the Chinese catastrophe. The lucubrations of the French *Moniteur* and the London *Times* leave no doubt as to the resolutions arrived at by Palmerston and Bonaparte. They want another Chinese war. I am informed from an authentic source that at the impending Cabinet Council Mr. Milner Gibson, in the first instance, will contest the validity of the plea for war; in the second instance, will protest against any declaration of war not previously sanctioned by both Houses of Parliament; and if his opinion be overwhelmed by a majority of votes, will secede from the Cabinet, thus again giving the signal for a new onslaught on Palmerston's administration and the break up of the Liberal coalition that led to the ousting of the Derby Cabinet. Palmerston is said to feel somewhat nervous as to the intended proceedings of Mr. Milner Gibson, the only one of his colleagues whom he is afraid of, and whom he has characterized more than once as a man peculiarly able "in picking holes." It is possible that simultaneously with this letter you may receive from Liverpool the news of the results of the Ministerial Council. Meanwhile the real bearing of the case in question may be best judged, not from what has been printed, but from what has been wilfully suppressed by the Palmerston organs in their first publications of the news conveyed by the last overland mail.

First, then, they suppressed the statement that the Russian treaty had already been ratified, and that the Emperor of China had given instructions to his mandarins to receive and escort the American Embassy to the capital for the exchange of the ratified copies of the American treaty. These acts were suppressed with a view to stifle the suspicion that would naturally arise, that the English and French Envoys, instead of the Court of Peking, are responsible for meeting obstacles in the transaction of their business which were not encountered either by their Russian or American colleagues. The other, still more important, fact that was at first suppressed by *The Times*, and the other Palmerston organs, but is now avowed on their part, is that the Chinese authorities had given notice of their willingness to conduct the English and French Envoys to Peking; that they were actually in waiting to receive them at one of the mouths of the river, and offered them an escort if they only consented to leave their vessels and troops. Now, as the treaty of Tien-tsin contains no clause granting to the English and French the right of sending a squadron of men-of-war up the Pejho, it becomes evident that the treaty was violated, not by the Chinese, but by the English, and that on the part of the latter there existed the foregone conclusion to pick a quarrel just before the period appointed for the exchange of the ratifications. Nobody will fancy that the Hon. Mr. Bruce acted on his own responsibility in thus baffling the ostensible end aimed at by the last Chinese war, but that, on the contrary, he only executed secret instructions received from London. Now, it is true that Mr. Bruce was dispatched, not by Palmerston, but by Derby; but, then I have only to remind you that during the first administration of Sir Robert Peel, when Lord Aberdeen kept

the seals of the Foreign Office, Sir Henry Bulwer, the English Ambassador at Madrid, picked a quarrel with the Spanish Court, resulting in his expulsion from Spain, and that, during the debates in the House of Lords on this "untoward event", it was proved that Bulwer, instead of obeying the official instructions of Aberdeen, had acted up to the secret instructions of Palmerston, who then sat on the Opposition benches.

A manoeuvre has also been carried out during these last days in the Palmerstonian press, which leaves no doubt, at least to those acquainted with the secret history of English diplomacy during the last thirty years, as to the real author of the Peiho catastrophe and the impending third AngloChinese war. The Times intimates that the guns planted on the forts of Taku which caused such havoc among the British squadron were of Russian origin, and were directed by Russian officers. Another Palmerstonian organ is still more plain spoken. I quote: "We now perceive how closely the policy of Russia is interwoven with that of Peking; we detect great movements on the Amur; we discern large Cossack armies manoeuvring far beyond Lake Baikal, in the frozen dreamland on the twilight borders of the Old World; we trace the course of innumerable caravans; we espy a special Russian envoy" (Gen. Mouravieff, the Governor of Eastern Siberia) "making his way, with secret designs, from the remoteness of Eastern Siberia to the secluded Chinese metropolis; and well may public opinion in this country bum at the thought that foreign influences have had a share in procuring our disgrace and the slaughter of our soldiers and sailors."

Now, this is one of Lord Palmerston's old tricks. When Russia wanted to conclude a treaty of commerce with China, he drove the latter by the opium war into the arms of her northern neighbour. When Russia requested the cession of the Amur, he brought it about by the second Chinese war, and now that Russia wants to consolidate her influence at Peking, he extemporizes the third Chinese war. In all his transactions with the weak Asiatic States, with China, Persia, Central Asia, Turkey, it has always been his invariable and constant rule to ostensibly oppose Russia's designs by picking a quarrel, not with Russia, but with the Asiatic State, to estrange the latter from England by piratical hostilities, and by this roundabout way drive it to the concessions it had been unwilling to yield to Russia. You may be sure that on this occasion the whole past Asiatic policy of Palmerston will be again sifted, and I draw, therefore, your attention to the Afghan papers ordered by the House of Commons to be printed on the 8th June, 1859. They throw more light on Palmerston's sinister policy, and the diplomatic history of the last thirty years, than any documents ever before printed. The case is, in a few words, this:

In 1838 Palmerston commenced a war against Dost Mohammed, the ruler of Cabul, a war that led to the destruction of an English army, and was commenced on the plea of Dost Mohammed having entered into a secret alliance against England with Persia and Russia. In proof of this assertion, Palmerston laid, in 1839, before Parliament, a Blue Book, chiefly consisting of the correspondence of Sir A. Burnes, the British envoy at Cabul, with the Government at Calcutta. Burnes had been assassinated during an insurrection at Cabul against the English invaders, but, distrustful of the British Foreign Minister, had sent copies of some of his official letters to his brother, Dr. Burnes, at London. On the appearance, in 1839, of the "Afghan papers," prepared by Palmerston, Dr. Burnes accused him of having "garbled and forged the dispatches of the late Sir A. Burnes," and, in corroboration of his statement, had some of the genuine despatches printed. But it was only last summer that the murder came out. Under the Derby Ministry, on the motion of Mr. Hadfield, the House of Commons ordered all the Afghan papers to be published in full, and this order has been executed in such a form as to constitute a demonstration, to the meanest capacity, of the truth of the charge of

garbling and forgery, in the interest of Russia. On the title-page of the Blue Book appears the following:

"Note. — The correspondence, only partially given in former Returns, is here given entire, the omitted passages being marked by brackets, [] ."

The name of the official, which appears as a guaranty for the fidelity of the return, is "J. W. Kaye, Secretary in Political and Secret Departments," Mr. Kaye being the upright historian of the War in Afghanistan. Now, to illustrate the real relations of Palmerston with Russia, against which he pretended to have set up the Afghan war, one instance may suffice for the present. The Russian agent, Vickovitch, who came to Cabul in 1837, was the bearer of a letter from the Czar to Dost Mohammed, Sir Alexander Burnes obtained a copy of the letter, and sent it to Lord Auckland, the Governor-General of India. In his own despatches, and various documents inclosed by him, this circumstance is referred to over and over again. But the copy of the Czar's letter was expunged altogether from the papers presented by Palmerston in 1839, and in every despatch in which it is referred to, such alterations were made as were necessary to suppress the circumstance of the connection of the "Emperor of Russia" with the mission to Cabul. This forgery was committed in order to suppress the evidence of the Autocrat's connection with Vickovitch, whom, on his return to St. Petersburg, it suited Nicholas to formerly disavow. For instance, at page 82 of the Blue Book will be found the translation of a letter to Dost Mohammed, which reads now as follows, the brackets showing the words originally suppressed by Palmerston:

"An ambassador on the part of [the] Russia [an Emperor] came [from Moscow] to Tehran, and has been appointed to wait on the Sirdars at Candahar, and thence to proceed to the presence of the Ameer.... He is the bearer of [confidential messages from the Emperor and of the] letters from the Russian ambassador at Tehran. The Russian ambassador recommends this man to be a most trusty individual, and to possess full authority to make any negotiations, [on the part of the Emperor and himself], etc., etc."

These, and similar forgeries committed by Palmerston in order to protect the honour of the Czar, are not the only curiosity exhibited by the "Afghan papers." The invasion of Afghanistan was justified by Palmerston on the ground that Sir Alexander Burnes had advised it as a proper means for baffling Russian intrigues in Central Asia. Now Sir A. Burnes did quite the contrary, and consequently all his appeals on behalf of Dost Mohammed were altogether suppressed in Palmerston's edition of the "Blue Book"; the correspondence being by dint of garbling and forgery, turned quite to the reverse of its original meaning. Such is the man now about to enter on a third Chinese war, on the ostensible plea of thwarting Russia's designs in that quarter.



CARTE DE L'AFGHANISTAN INSEREE DANS LE TEXTE D'ENGELS

Friedrich ENGELS

AFGHANISTAN¹

Written: in July and the first 10 days of August 1857;

First published: in The New American Cyclopaedia, Vol. I, 1858.

Afghanistan, an extensive country of Asia, north-west of India. It lies between Persia and the Indies, and in the other direction between the Hindu Kush and the Indian Ocean. It formerly included the Persian provinces of Khorassan and Kohistan, together with Herat, Beluchistan, Cashmere, and Sinde, and a considerable part of the Punjab. In its present limits there are probably not more than 4,000,000 inhabitants. The surface of Afghanistan is very irregular, – lofty table lands, vast mountains, deep valleys, and ravines. Like all mountainous tropical countries it presents every variety of climate. In the Hindu Kush, the snow lies all the year on the lofty summits, while in the valleys the thermometer ranges up to 130°. The heat is greater in the eastern than in the western parts, but the climate is generally cooler than that of India; and although the alternations of temperature between summer and winter, or day and night, are very great, the country is generally healthy. The principal diseases are fevers, catarrhs, and ophthalmia. Occasionally the small-pox is destructive. The soil is of exuberant fertility. Date palms flourish in the oases of the sandy wastes; the sugar cane and cotton in the warm valleys; and European fruits and vegetables grow luxuriantly on the hill-side terraces up to a level of 6,000 or 7,000 feet. The mountains are clothed with noble forests, which are frequented by bears, wolves, and foxes, while the lion, the leopard, and the tiger, are found in districts congenial to their habits. The animals useful to mankind are not wanting. There is a fine variety of sheep of the Persian or large-tailed breed. The horses are of good size and blood. The camel and ass are used as beasts of burthen, and goats, dogs, and cats, are to be found in great numbers. Beside the Hindu Kush, which is a continuation of the Himalayas, there is a mountain chain called the Solyman mountain, on the south-west; and between Afghanistan and Balkh, there is a chain known as the Paropamisan range, very little information concerning which has, however, reached Europe. The rivers are few in number; the Helmund and the Kabul are the most important. These take their rise in the Hindu Kush, the Kabul flowing east and falling into the Indus near Attock; the Helmund flowing west through the district of Seistan and falling into the lake of Zurrah. The Helmund has the peculiarity of overflowing its banks annually like the Nile, bringing fertility to the soil, which, beyond the limit of the inundation, is sandy desert. The principal cities of Afghanistan are Kabul, the capital, Ghuznee, Peshawer, and Kandahar. Kabul is a fine town, lat. 34° 10' N.

¹ That Engels wanted to write an article on Afghanistan (with emphasis on the Anglo-Afghan war of 1838-42) is evident from the fact that he included this topic in the provisional list of articles for *The New American Cyclopaedia* in his letter to Marx of May 28, 1857. On July 11, 1857, however, Engels informed Marx that the article would not be ready by July 14, as agreed. The work on it apparently took longer than expected. Marx had received it by August 11 and, as can be seen from the entry in his notebook for this date, sent it off to New York. In a letter to Marx of September 2, 1857 Charles Dana acknowledged receipt of "Invasion of Afghanistan". When working on this article Engels used J. W. Kaye's *History of the War in Afghanistan* Vols. I-II, London, 1851

long. 60° 43' E., on the river of the same name. The buildings are of wood, neat and commodious, and the town being surrounded with fine gardens, has a very pleasing aspect. It is environed with villages, and is in the midst of a large plain encircled with low hills. The tomb of the emperor Baber is its chief monument. Peshawer is a large city, with a population estimated at 100,000. Ghuznee, a city of ancient renown, once the capital of the great sultan Mahmoud, has fallen from its great estate and is now a poor place. Near it is Mahmoud's tomb. Kandahar was founded as recently as 1754. It is on the site of an ancient city. It was for a few years the capital; but in 1774 the seat of government was removed to Kabul. It is believed to contain 100,000 inhabitants. Near the city is the tomb of Shah Ahmed, the founder of the city, an asylum so sacred that even the king may not remove a criminal who has taken refuge within its walls.

The geographical position of Afghanistan, and the peculiar character of the people, invest the country with a political importance that can scarcely be over-estimated in the affairs of Central Asia. The government is a monarchy, but the king's authority over his high-spirited and turbulent subjects, is personal and very uncertain. The kingdom is divided into provinces, each superintended by a representative of the sovereign, who collects the revenue and remits it to the capital.

The Afghans are a brave, hardy, and independent race; they follow pastoral or agricultural occupations only, eschewing trade and commerce, which they contemptuously resign to Hindus, and to other inhabitants of towns. With them, war is an excitement and relief from the monotonous occupation of industrial pursuits.

The Afghans are divided into clans¹, over which the various chiefs exercise a sort of feudal supremacy. Their indomitable hatred of rule, and their love of individual independence, alone prevents their becoming a powerful nation; but this very irregularity and uncertainty of action makes them dangerous neighbours, liable to be blown about by the wind of caprice, or to be stirred up by political intriguers, who artfully excite their passions. The two principal tribes are the Dooranees and Ghilgies, who are always at feud with each other. The Dooranee is the more powerful; and in virtue of their supremacy their ameer or khan made himself king of Afghanistan. He has a revenue of about \$10,000,000. His authority is supreme only in his tribe. The military contingents are chiefly furnished by the Dooranees; the rest of the army is supplied either by the other clans, or by military adventurers who enlist into the service in hopes of pay or plunder. Justice in the towns is administered by cadis, but the Afghans rarely resort to law. Their khans have the right of punishment even to the extent of life or death. Avenging of blood is a family duty; nevertheless, they are said to be a liberal and generous people when unprovoked, and the rights of hospitality are so sacred that a deadly enemy who eats bread and salt, obtained even by stratagem, is sacred from revenge, and may even claim the protection of his host against all other danger. In religion they are Mohammedans, and of the Soonee sect; but they are not bigoted, and alliances between Sheeahs and Soonees² are by no means uncommon.

¹ Engels uses the term "clan", widespread in Western Europe, to designate heli (tribal groups) into which Afghan tribes were divided.

² Soonees (Sunnites) and Sheeahs (Shiites)-members of the two main Mohammedan sects which appeared in the seventh century as the result of conflicts between the successors of Mohammed, founder of Islam.

Afghanistan has been subjected alternately to Mogul¹ and Persian dominion. Previous to the advent of the British on the shores of India the foreign invasions which swept the plains of Hindostan always proceeded from Afghanistan. Sultan Mahmoud the Great, Genghis Khan, Tamerlane, and Nadir Shah, all took this road. In 1747 after the death of Nadir, Shah Ahmed, who had learned the art of war under that military adventurer, determined to shake off the Persian yoke. Under him Afghanistan reached its highest point of greatness and prosperity in modern times. He belonged to the family of the Suddosis, and his first act was to seize upon the booty which his late chief had gathered in India. In 1748 he succeeded in expelling the Mogul governor from Kabul and Peshawar, and crossing the Indus he rapidly overran the Punjab. His kingdom extended from Khorassan to Delhi, and he even measured swords with the Mahratta powers². These great enterprises did not, however, prevent him from cultivating some of the arts of peace, and he was favourably known as a poet and historian. He died in 1772, and left his crown to his son Timour, who, however, was unequal to the weighty charge. He abandoned the city of Kandahar, which had been founded by his father, and had, in a few years, become a wealthy and populous town, and removed the seat of government back to Kabul. During his reign the internal dissensions of the tribes, which had been repressed by the firm hand of Shah Ahmed, were revived. In 1793 Timour died, and Siman succeeded him. This prince conceived the idea of consolidating the Mohammedan power of India, and this plan, which might have seriously endangered the British possessions, was thought so important that Sir John Malcolm was sent to the frontier to keep the Afghans in check, in case of their making any movement, and at the same time negotiations were opened with Persia, by whose assistance the Afghans might be placed between two fires. These precautions were, however, unnecessary; Siman Shah was more than sufficiently occupied by conspiracies, and disturbances at home, and his great plans were nipped in the bud. The king's brother, Mahmud, threw himself into Herat with the design of erecting an independent principality, but failing in his attempt he fled into Persia. Siman Shah had been assisted in attaining the throne by the Bairukshee family, at the head of which was Sheir Afras Khan. Siman's appointment of an unpopular vizier excited the hatred of his old supporters, who organized a conspiracy which was discovered, and Sheir Afras was put to death. Mahmud was now recalled by the conspirators, Siman was taken prisoner and his eyes put out. In opposition to Mahmud, who was supported by the Dooranees, Shah Soojah was put forward by the Ghilgies, and held the throne for some time; but he was at last defeated, chiefly through the treachery of his own supporters, and was forced to take refuge amongst the Sikhs.³

¹ The Moguls-invaders of Turkish descent, who came to India from the east of Central Asia in the early sixteenth century and in 1526 founded the Empire of the Great Moguls (named after the ruling dynasty of the Empire) in Northern India. Contemporaries regarded them as the direct descendants of the Mongol warriors of Genghis Khan, hence the name "Moguls". In the mid-seventeenth century the Mogul Empire included most of India and part of Afghanistan. Later on, however, the Empire began to decline due to peasant rebellions, the growing resistance of the Indian people to the Mohammedan conquerors, and increasing separatist tendencies. In the early half of the eighteenth century the Empire of the Great Moguls virtually ceased to exist.

² The Mahrattas (Marathas)-an ethnic group who lived in Northwestern Deccan. In the mid-seventeenth century they began an armed struggle against the Empire of the Great Moguls, thus contributing to its decline. In the course of the struggle the Mahrattas formed an independent state of their own, whose rulers soon embarked on wars of conquest. At the close of the seventeenth century their state was weakened by internal feudal strife, but early in the eighteenth century a powerful confederation of Mahratta principalities was formed under a supreme governor, the Peshwa. In 1761 they suffered a crushing defeat at the hands of the Afghans in the struggle for supremacy in India. Weakened by this struggle and internal feudal strife, the Mahratta principalities fell a prey to the East India Company and were subjugated by it as a result of the Anglo-Mahratta war of 1803-05.

³ The Sikhs-a religious sect which appeared in the Punjab (Northwestern India) in the sixteenth century. Their belief in equality became the ideology of the peasants and lower urban strata in their struggle against the Empire of the Great Moguls and the Afghan invaders at the end of the seventeenth century. Subsequently a local

In 1809 Napoleon had sent Gen. Gardane to Persia in the hope of inducing the shah [Fath Ali] to invade India, and the Indian government sent a representative [Mountstuart Elphinstone] to the court of Shah Soojah to create an opposition to Persia. At this epoch, Runjeet Singh rose into power and fame. He was a Sikh chieftain, and by his genius made his country independent of the Afghans, and erected a kingdom in the Punjab, earning for himself the title of Maharajah (chief rajah), and the respect of the Anglo-Indian government. The usurper Mahmud was, however, not destined to enjoy his triumph long. Futteh Khan, his vizier, who had alternately fluctuated between Mahmud and Shah Soojah, as ambition or temporary interest prompted, was seized by the king's son Kamran, his eyes put out, and afterward cruelly put to death. The powerful family of the murdered vizier swore to avenge his death. The puppet Shah Soojah was again brought forward and Mahmud expelled. Shah Soojah having given offence, however, was presently deposed, and another brother crowned in his stead. Mahmud fled to Herat, of which he continued in possession, and in 1829 on his death his son Kamran succeeded him in the government of that district. The Bairukshee family, having now attained chief power, divided the territory among themselves, but following the national usage quarrelled, and were only united in presence of a common enemy. One of the brothers, Mohammed Khan, held the city of Peshawer, for which he paid tribute to Runjeet Singh; another held Ghuznee; a third Kandahar; while in Kabul, Dost Mohammed, the most powerful of the family, held sway.

To this prince, Capt. Alexander Burnes was sent as ambassador in 1835, when Russia and England were intriguing against each other in Persia and Central Asia. He offered an alliance which the Dost was but too eager to accept; but the Anglo-Indian government demanded every thing from him, while it offered absolutely nothing in return. In the mean time, in 1838, the Persians, with Russian aid and advice, laid siege to Herat, the key of Afghanistan and India¹; a Persian and a Russian agent arrived at Kabul, and the Dost, by the constant refusal of any positive engagement on the part of the British, was, at last, actually compelled to receive overtures from the other parties. Burnes left, and Lord Auckland, then governor-general of India, influenced by his secretary W. McNaghten, determined to punish Dost Mohammed, for what he himself had compelled him to do. He resolved to dethrone him, and to set up Shah Soojah, now a pensioner of the Indian government. A treaty was concluded with Shah Soojah, and with the Sikhs; the shah began collecting an army, paid and officered by the British, and an Anglo-Indian force was concentrated on the Sutlej. McNaghten, seconded by Burnes, was to accompany the expedition in the quality of envoy in Afghanistan. In the mean time the Persians had raised the siege of Herat, and thus the only valid reason for interference in Afghanistan was removed, but, nevertheless, in December 1838, the army marched toward Sindh, which country was coerced into submission, and the payment of a contribution for the benefit of the Sikhs and Shah Soojah². Feb. 20, 1839, the British army passed the Indus. It

aristocracy emerged among the Sikhs and its representatives headed the Sikh principalities. In the early nineteenth century these principalities united under Ranjit Singh whose Sikh state included the Punjab and some neighbouring regions. The British authorities in India provoked an armed conflict with the Sikhs in 1845 and in 1846 succeeded in turning the Sikh state into a vassal. The Sikhs revolted in 1848, but were subjugated in 1849.

¹ The siege of Herat by the Persians lasted from November 1837 to August 1838. Intent on increasing Britain's influence in Afghanistan and weakening Russia's in Persia, the British Government declared the Shah's actions to be hostile to Britain and demanded that he should lift the siege. Threatening him with war, it sent a squadron into the Persian Gulf in 1838. The Shah was forced to submit and to agree to a one-sided trade treaty with Britain. Marx described the siege of Herat in his article "The War against Persia".

² During the Anglo-Afghan war the East India Company resorted to threats and violence to obtain the consent of the feudal rulers of Sindh, a region in the northwest of India (now in Pakistan) bordering on Afghanistan, to the passage of British troops across their territory. Taking advantage of this, the British demanded in 1843 that the

consisted of about 12,000 men, with above 40,000 camp-followers, beside the new levies of the shah. The Bolan Pass was traversed in March; want of provisions and forage began to be felt; the camels dropped by hundreds, and a great part of the baggage was lost. April 7, the army entered the Khojak Pass, traversed it without resistance, and on April 25 entered Kandahar, which the Afghan princes, brothers of Dost Mohammed, had abandoned. After a rest of two months, Sir John Keane, the commander, advanced with the main body of the army toward the north, leaving a brigade, under Nott, in Kandahar. Ghuznee, the impregnable stronghold of Afghanistan, was taken, July 22, a deserter having brought information that the Kabul gate was the only one which had not been walled up; it was accordingly blown down, and the place was then stormed. After this disaster, the army which Dost Mohammed had collected, at once disbanded, and Kabul too opened its gates, Aug. 6. Shah Soojah was installed in due form, but the real direction of government remained in the hands of McNaghten, who also paid all Shah Soojah's expenses out of the Indian treasury.

The conquest of Afghanistan seemed accomplished, and a considerable portion of the troops was sent back. But the Afghans were noways content to be ruled by the Feringhee Kaffirs (European infidels), and during the whole of 1840 and '41, insurrection followed on insurrection in every part of the country. The Anglo-Indian troops had to be constantly on the move. Yet, McNaghten declared this to be the normal state of Afghan society, and wrote home that every thing went on well, and Shah Soojah's power was taking root. In vain were the warnings of the military officers and the other political agents. Dost Mohammed had surrendered to the British in October, 1840, and was sent to India; every insurrection during the summer of '41 was successfully repressed, and toward October, McNaghten, nominated governor of Bombay, intended leaving with another body of troops for India. But then the storm broke out. The occupation of Afghanistan cost the Indian treasury £1,250,000 per annum: 16,000 troops, Anglo-Indian, and Shah Soojah's, had to be paid in Afghanistan; 3,000 more lay in Sindh, and the Bolan Pass; Shah Soojah's regal splendours, the salaries of his functionaries, and all expenses of his court and government, were paid by the Indian treasury, and finally, the Afghan chiefs were subsidized, or rather bribed, from the same source, in order to keep them out of mischief. McNaghten was informed of the impossibility of going on at this rate of spending money. He attempted retrenchment, but the only possible way to enforce it was to cut down the allowances of the chiefs. The very day he attempted this, the chiefs formed a conspiracy for the extermination of the British, and thus McNaghten himself was the means of bringing about the concentration of those insurrectionary forces, which hitherto had struggled against the invaders singly, and without unity or concert; though it is certain, too, that by this time the hatred of British dominion among the Afghans had reached the highest point.

The English in Kabul were commanded by Gen. Elphinstone, a gouty, irresolute, completely helpless old man, whose orders constantly contradicted each other. The troops occupied a sort of fortified camp, which was so extensive that the garrison was scarcely sufficient to man the ramparts, much less to detach bodies to act in the field. The works were so imperfect that ditch and parapet could be ridden over on horseback. As if this was not enough, the camp was commanded almost within musket range by the neighbouring heights, and to crown the absurdity of the arrangements, all provisions, and medical stores, were in two detached forts at some distance from camp, separated from it, moreover, by walled gardens and another small fort not occupied by the English. The citadel or Bala Hissar of Kabul would have

local feudal princes proclaim themselves vassals of the Company. After crushing the rebel Baluchi tribes (natives of Sind), they declared the annexation of the entire region to British India.

offered strong and splendid winter quarters for the whole army, but to please Shah Soojah, it was not occupied. Nov. 2, 1841, the insurrection broke out. The house of Alexander Burnes, in the city, was attacked and he himself murdered. The British general did nothing, and the insurrection grew strong by impunity. Elphinstone, utterly helpless, at the mercy of all sorts of contradictory advice, very soon got every thing into that confusion which Napoleon described by the three words, *ordre, contre-ordre, disordre* [Bonaparte]. The Bala Hissar was, even now, not occupied. A few companies were sent against the thousands of insurgents, and of course were beaten. This still more emboldened the Afghans. Nov. 3, the forts close to the camp were occupied. On the 9th, the commissariat fort (garrisoned by only 80 men) was taken by the Afghans, and the British were thus reduced to starvation. On the 5th, Elphinstone already talked of buying a free passage out of the country. In fact, by the middle of November, his irresolution and incapacity had so demoralised the troops that neither Europeans nor Sepoys¹ were any longer fit to meet the Afghans in the open field. Then the negotiations began. During these, McNaghten was murdered in a conference with Afghan chiefs. Snow began to cover the ground, provisions were scarce. At last, Jan. 1, a capitulation was concluded. All the money, £190,000, was to be handed over to the Afghans, and bills signed for £140,000 more. All the artillery and ammunition, except 6 six-pounders and 3 mountain guns, were to remain. All Afghanistan was to be evacuated. The chiefs, on the other hand, promised a safe conduct, provisions, and baggage cattle. Jan. 5, the British marched out, 4,500 combatants and 12,000 camp-followers. One march sufficed to dissolve the last remnant of order, and to mix up soldiers and camp-followers in one hopeless confusion, rendering all resistance impossible. The cold and snow and the want of provisions acted as in Napoleon's retreat from Moscow [in 1812]. But instead of Cossacks keeping a respectful distance, the British were harassed by infuriated Afghan marksmen, armed with long-range matchlocks, occupying every height. The chiefs who signed the capitulation neither could nor would restrain the mountain tribes. The Koord-Kabul Pass became the grave of nearly all the army, and the small remnant, less than 200 Europeans, fell at the entrance of the Jugduluk Pass. Only one man, Dr. Brydon, reached Jelalabad to tell the tale. Many officers, however, had been seized by the Afghans, and kept in captivity, Jelalabad was held by Sale's brigade. Capitulation was demanded of him, but he refused to evacuate the town, so did Nott at Kandahar. Ghuznee had fallen; there was not a single man in the place that understood any thing about artillery, and the Sepoys of the garrison had succumbed to the climate.

In the mean time, the British authorities on the frontier at the first news of the disaster of Kabul, had concentrated at Peshawar the troops destined for the relief of the regiments in Afghanistan. But transportation was wanting and the Sepoys fell sick in great numbers. Gen. Pollock, in February, took the command, and by the end of March, 1842, received further reinforcements. He then forced the Khyber Pass, and advanced to the relief of Sale at Jelalabad; here Sale had a few days before completely defeated the investing Afghan army. Lord Ellenborough, now governor-general of India, ordered the troops to fall back; but both Nott and Pollock found a welcome excuse in the want of transportation. At last, by the beginning of July, public opinion in India forced Lord Ellenborough to do something for the recovery of the national honour and the prestige of the British army; accordingly, he authorised an advance on Kabul, both from Kandahar and Jelalabad. By the middle of August, Pollock and Nott had come to an understanding respecting their movements, and Aug. 20,

¹ Sepoys-mercenary troops in the British-Indian army recruited from the Indian population and serving under British officers. They were used by the British to subjugate India and to fight the wars of conquest against Afghanistan, Burma and other neighbouring states. However, the Sepoys shared the general discontent of the Indian people with the colonial regime and took part in the national liberation insurrection in India in 1857-59.

Pollock moved towards Kabul, reached Gundamuck, and beat a body of Afghans on the 23rd, carried the Jugduluk Pass Sept. 8, defeated the assembled strength of the enemy on the 13th at Tezeen, and encamped on the 15th under the walls of Kabul. Nott, in the mean time, had, Aug. 7, evacuated Kandahar, and marched with all his forces toward Ghuznee. After some minor engagements, he defeated a large body of Afghans, Aug. 30, took possession of Ghuznee, which had been abandoned by the enemy, Sept. 6, destroyed the works and town, again defeated the Afghans in the strong position of Alydan, and, Sept. 17, arrived near Kabul, where Pollock at once established his communication with him. Shah Soojah had, long before, been murdered by some of the chiefs, and since then no regular government had existed in Afghanistan; nominally, Futteh Jung, his son, was king. Pollock despatched a body of cavalry after the Kabul prisoners, but these had succeeded in bribing their guard, and met him on the road. As a mark of vengeance, the bazaar of Kabul was destroyed, on which occasion the soldiers plundered part of the town and massacred many inhabitants. Oct. 12, the British left Kabul and marched by Jelalabad and Peshawer to India. Futteh Jung, despairing of his position, followed them. Dost Mohammed was now dismissed from captivity, and returned to his kingdom. Thus ended the attempt of the British to set up a prince of their own making in Afghanistan.



Ответы на вопросы американского журналиста

Деятельность нашей Советской республики в Афганистане, Индии и других мусульманских странах вне России такова же, как наша деятельность среди многочисленных мусульман и других нерусских народностей внутри России. Мы дали возможность, например, башкирским массам учредить автономную республику внутри России, мы всячески помогаем самостоятельному, свободному развитию каждой народности, росту и распространению литературы на родном для каждого языке, переводим и пропагандируем нашу Советскую конституцию, которая имеет несчастье более чем миллиарду жителей земли, принадлежащих к колониальным, зависимым, угнетенным, неполноправным народностям, больше нравиться, чем «западноевропейская» и американская конституция буржуазно-«демократических» государств, укрепляющая частную собственность на землю и капитал, т. е. укрепляющая гнет немногочисленных «цивилизованных» капиталистов над трудящимися своих стран и над сотнями миллионов в колониях Азии, Африки и пр.

V.I. Lenin, *Polnoe*, t. 39, p. 114

LENINE

REPONSE AUX QUESTIONS D'UN JOURNALISTE AMERICAIN

L'activité de notre république soviétique en Afghanistan, en Inde et dans d'autres pays musulmans à l'extérieur est identique à notre activité parmi les nombreux musulmans et autres peuples non russes à l'intérieur de la Russie. Nous avons, par exemple, permis aux masses bachkires de se constituer en république autonome à l'intérieur de la Russie ; nous encourageons de toutes les façons le développement autonome de toutes les nationalités, la croissance et la propagation de la littérature dans toutes les langues nationales, nous faisons traduire et diffuser notre Constitution soviétique qui a le malheur de plaire davantage à plus d'un milliard d'hommes appartenant aux peuples coloniaux asservis, opprimés, privés de droits, que les constitutions « occidentale » et américaine des Etats « démocratiques » bourgeois, qui consacrent la propriété privée de la terre et du capital, c'est-à-dire la domination d'un petit nombre de capitalistes « civilisés » sur les travailleurs de leur propre pays et sur les centaines de millions d'habitants des colonies d'Asie, d'Afrique, etc.

Lénine, *Œuvres*, tome 29, p. 521
Editions sociales, Paris, 1962

ПИСЬМО ЭМИРУ АФГАНИСТАНА АМАНУЛЛА-ХАНУ¹

27 ноября 1919 г.

Его величеству эмиру Афганскому

Получив высокоценное письмо Вашего Величества через Вашего чрезвычайного посла, достоуважаемого Мухаммед-Вали-хана, спешу поблагодарить Вас за приветствие и за Ваш почин для установления дружбы между великими народами русским и афганским.

С первых дней славной борьбы афганского народа за свою независимость Рабоче-Крестьянское правительство России не замедлило признать новый порядок вещей в Афганистане, торжественно признать его полную независимость и отправило свое посольство для создания постоянной и неослабной связи между Москвой и Кабулом. В настоящее время цветущий Афганистан является единственным в мире независимым мусульманским государством и судьба посылает афганскому народу великую историческую задачу объединить вокруг себя все поработанные мусульманские народы и вести их на путь свободы и независимости.

Рабоче-Крестьянское правительство России поручает своему посольству в Афганистане вступить в переговоры с правительством афганского народа для заключения торговых и иных дружественных договоров, целью которых является не только укрепление добрососедских отношений для вящей пользы обоих народов, но и совместная с Афганистаном борьба с самым хищным империалистическим правительством в мире, Великобританией, интриги которого, как справедливо Вы указываете в Вашем письме, до сих пор мешали мирному и свободному развитию афганского народа и отдаляли его от самых близких соседей.

Из бесед с Вашим чрезвычайным послом, досточтимым Мухаммед-Вали-ханом, я узнал, что Вы готовы приступить к переговорам о дружественных соглашениях в Кабуле, а также о желании афганского народа получить военную помощь русского народа против Англии. Рабоче-Крестьянское правительство склонно оказать афганскому народу эту помощь в самых широких размерах и сверх того восстановить справедливость, попорченную бывшими правительствами русских царей. Нами предложено Вашему послу и приказано нашим туркестанским властям образовать смешанную комиссию для исправления русско-афганской границы, в смысле расширения афганской территории, основываясь на праве, справедливости и свободном волеизлиянии народов, населяющих пограничные области. Мы надеемся, что эта комиссия, с Вашего одобрения, немедленно же приступит к работам, чтобы закончить их одновременно с заключением переговоров о русско-афганском соглашении в Кабуле.

¹ В. И. Ленин вручил свое письмо 27 ноября 1919 г. чрезвычайной афганской миссии во главе с послом Мухаммед Вали-ханом перед ее отъездом на родину.

Вместе с копией письма Ленина в РЦХИДНИ хранится перевод письма эмира с пометкой В. И. Ленина: «С е к р е т н о в архив» (ф. 2, оп. 1, д. 11873, л. 7).

Наше правительство, по желанию Вашего посла, снеслось по радио с правительствами соседних с Россией государств, чтобы обеспечить дальнейший проезд Афганского посольства в Европу и Америку, но, к сожалению, интриги той же заинтересованной державы, о которой Вы упоминаете в Вашем высокоценном письме, не дали возможности осуществить этого плана Вашего Высочества, и Ваше посольство принуждено избрать другой путь. Отпуская его со всеми благопожеланиями русского народа, я, от имени Рабоче-Крестьянского правительства, свидетельствую сердечный привет Вам и всему афганскому народу.

Председатель Совнаркома

В.Ульянов (Ленин).

27 ноября 1919 г.
Кремль, Москва.

Опубликовано частично – Фонд 2, оп. 1, д. 11873,
«Правда» № 100, 29 апреля 1928 г. л. 5-6 – копия на русском языке

LETTRE A L'EMIR DE L'AFGHANISTAN AMANULL-KHAN¹
27 novembre 1919

A sa majesté l'émir de l'Afghanistan,

Ayant reçu, par l'intermédiaire de Votre ambassadeur extraordinaire, le très honorable Mohammad Wali-Khan, une lettre de la plus haute importance de Votre Majesté, je m'empresse de Vous remercier pour Vos salutations et Vos efforts en faveur du développement de l'amitié entre les grands peuple russe et afghan.

Dès les premiers jours de la glorieuse lutte du peuple afghan pour son indépendance, le gouvernement Ouvrier et Paysan de Russie a immédiatement salué le nouvel ordre des choses en Afghanistan, a solennellement reconnu sa totale indépendance et a envoyé une ambassade pour créer des relations permanentes et soutenues entre Moscou et Kaboul. A l'heure actuelle, le florissant Afghanistan est le seul Etat musulman indépendant au monde et le destin met le peuple afghan face à une immense tâche historique: unir autour de soi tous les peuples musulmans réduits en esclavage et les mener sur la voie de la liberté et de l'indépendance.

Le gouvernement Ouvrier et Paysan de Russie charge son ambassade en Afghanistan d'entamer avec le gouvernement du peuple afghan des négociations pour conclure des accords d'amitié, commerciaux ou non, dont l'objectif sera non seulement de renforcer nos relations de bon voisinage dans l'intérêt commun des deux peuples, mais également de lutter de concert avec l'Afghanistan contre le gouvernement impérialiste le plus féroce du monde, la Grande-Bretagne, dont les intrigues, comme Vous l'évoquez fort justement dans Votre lettre, ont jusqu'ici entravé le développement pacifique et harmonieux du peuple afghan, et l'ont éloigné de ses voisins les plus proches.

J'ai appris lors de discussions avec votre ambassadeur extraordinaire, le très honorable Mohammad Wali-Khan, que Vous êtes prêt à entamer à Kaboul des négociations portant sur des accords d'amitié, et aussi que le peuple afghan désire obtenir l'aide militaire du peuple russe contre l'Angleterre. Le gouvernement Ouvrier et Paysan est enclin à accorder cette aide au peuple afghan, dans des proportions aussi grandes que possible. Plus que cela, il s'engage à réparer l'injustice commise par les anciens gouvernements tsaristes. Nous avons proposé à Votre ambassadeur et ordonné à nos autorités du Turkestan de créer une commission mixte pour une rectification de la frontière russo-afghane allant dans le sens d'un élargissement du territoire afghan, en se fondant sur la justice et le libre choix des peuples habitant les régions frontalières. Nous espérons qu'avec Votre accord, cette commission commence immédiatement ses travaux et les achève au moment de la fin des négociations de Kaboul portant sur un accord russo-afghan.

¹ V. I. Lénine a remis cette lettre du 27 novembre 1919 à la délégation extraordinaire afghane conduite par l'ambassadeur Mohammad Wali-Khan à la veille du retour de celle-ci en Afghanistan. Une copie de cette lettre de Lénine est conservée au RCHIDNI (Rossiiskii Centr hraneniia i izucheniia dokumentov noveishei istorii – Centre Russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine), avec la traduction de la lettre de l'émir annotée par V. I. Lénine: "Secret. A archiver" (Fonds 2, registre 1, affaire 11873, page 7).

A la demande de Votre ambassadeur, notre gouvernement s'est mis en rapport avec les gouvernements des Etats voisins de la Russie pour permettre à l'ambassade afghane de continuer son trajet en Europe et en Amérique, mais malheureusement, les intrigues de l'Etat concerné auquel Vous faites référence dans Votre précieuse lettre ont empêché la réalisation de ce plan de Votre Majesté, et votre ambassade se voit forcée d'emprunter une autre voie. L'accompagnant de tous les vœux de réussite du peuple russe, je Vous exprime, à Vous et à Votre peuple, au nom du gouvernement Ouvrier et Paysan, les salutations les plus cordiales.

Le président du Sovnarkom (Commissariat Soviétique du Peuple)

V. Oulianov (Lénine)

Le 27 novembre 1919.

Le Kremlin, Moscou.

Partiellement publié dans la Pravda n°100, 29 avril 1928.

Fonds 2, registre 1, affaire 11873, pages 5-6 - copie en langue russe.

Traduction de Grégory RAYKO



БЕСЕДА С АФГАНСКИМ ЧРЕЗВЫЧАЙНЫМ ПОСЛОМ МУХАММЕД ВАЛП-ХАНОМ 14 ОКТЯБРЯ 1919 г.

ГАЗЕТНЫЙ ОТЧЕТ

Тов. Ленин встретил посла в своем рабочем кабинете со словами: «Я очень рад видеть в красной столице рабоче-крестьянского правительства представителя дружественного нам афганского народа, который страдает и борется против империалистического ига». На это посол ответил: «Я протягиваю Вам дружескую руку и надеюсь, что Вы поможете освободиться от гнета европейского империализма всему Востоку». Во время начавшейся затем беседы тов. Ленин говорил, что Советская власть, власть трудящихся и угнетенных, стремится именно к тому, о чем говорил афганский чрезвычайный посол, но что необходимо, чтобы мусульманский Восток это понял и помогал Советской России в великой освободительной войне. Посол на это ответил, что он может утверждать, что мусульманский Восток это понял и что близок тот час, когда весь мир увидит, что европейскому империализму нет места на Востоке.

Потом посол встал и со словами: «Имею честь вручить главе свободного русского пролетарского правительства письмо от моего повелителя и надеюсь, что то, о чем говорит афганское правительство, обратит на себя внимание Советской власти», – подал тов. Ленину письмо эмира. Тов. Ленин ответил, что с величайшим удовольствием принимает это письмо и обещает в скором времени дать ответ на все интересующие Афганистан вопросы.

*«Правда» № 232
и «Известия ВЦИК» № 232
17 октября 1919 г.*

*Печатается по тексту
газеты «Правда»*

**ENTRETIEN [DE LENINE]AVEC L'AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE
D'AFGHANISTAN MOHAMMAD WALI-KHAN LE 14 OCTOBRE 1919**
COMPTE RENDU DE PRESSE

Le camarade Lénine a accueilli l'ambassadeur dans son cabinet de travail par les mots : “ Je suis très heureux de voir dans la capitale rouge du gouvernement ouvrier et paysan un représentant du peuple afghan ami, qui souffre et lutte contre le joug impérialiste.” L'ambassadeur a répondu: “ Je vous tends une main amicale et j'espère que vous aiderez tout l'Orient à se libérer du joug de l'impérialisme européen.” Au cours de l'entretien qui a suivi, le camarade Lénine a déclaré que le pouvoir soviétique, pouvoir des travailleurs et des opprimés, visait précisément à ce dont avait parlé l'ambassadeur extraordinaire d'Afghanistan, mais qu'il fallait que l'Orient musulman le comprenne et aide la Russie soviétique dans la grande guerre de libération. L'ambassadeur a répondu qu'il pouvait affirmer que l'Orient musulman l'avait compris et que l'heure était proche où le monde entier verrait que l'impérialisme européen n'avait plus sa place en Orient.

Ensuite l'ambassadeur s'est levé, et, déclarant : “ J'ai l'honneur de remettre au chef du gouvernement prolétarien russe libre une lettre de mon souverain, et j'espère que ce que dit le gouvernement afghan attirera l'attention du pouvoir soviétique”, il a remis au camarade Lénine une lettre de l'émir. Le camarade Lénine a répondu qu'il acceptait cette lettre avec un très grand plaisir et qu'il promettait de répondre bientôt à toutes les questions intéressant l'Afghanistan.

La *Pravda* n° 232 et les *Izvestia* du C.E.C.R.
n° 232, 17 octobre 1919

Conforme au texte de la *Pravda*



SOURCES

Auteur	Intitulé du texte	Date d'écriture	Publication
Marx	« The Persian Treaty »	12 juin 1857	24 juin 1857, <i>New York Daily Tribune</i>
Marx	« The New Chinese War »	1 ^{er} octobre 1859	<i>New York Daily Tribune</i>
Engels	« Afghanistan »	Juillet-août 1857	1858, <i>New American Cyclopaedia</i>
Lénine	« Réponse aux questions d'un journaliste américain » (extrait)	20 juillet 1919	25 juillet 1919, <i>La Pravda</i>
Lénine	« Lettre à l'émir de l'Afghanistan Amanull- Khan »	27 novembre 1919	29 avril 1928, <i>La Pravda</i> , fragment. Texte intégral en russe in Lenin <i>Neizvestnie dokumenti</i> , 1891-1922, Rosspen, Moscou, 1999, pp. 308-309 Traduction française, ce numéro
Lénine	« Entretien avec l'Ambassadeur extraordinaire d'Afghanistan Mohammad Wali-Khan »	14 octobre 1919	17 octobre 1919, <i>La Pravda</i>

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Le Premier Congrès des peuples d'Orient. Bakou 1920. Réédition en fac-similé de la traduction française, Maspéro, 1971

John W. Kaye

Bremmer I. et Taras, R., *Nations and Politics in the Soviet succesor States*, Cambridge, UP, 1993

Bennigsen A. et Lemercier-Quelquejay, Ch., *Les Musulmans oubliés, L'Islam en Union soviétique*, Maspéro, 1981, p. 27

Bennigsen, A., Enders Wimbush, S., *Muslim National Communism in the Soviet Union. A Revolutionary Strategy for the Colonial World*, University of Chicago Press, 1979

Carrère d'Encausse, H., *Réforme et révolution chez les musulmans de l'Empire russe*, Presses de la FNSP, 1981

Carrère d'Encausse, H., *Le Grand défi, Bolcheviks et nations 1917-1930*, Flammarion, 1987

Colas, D., *Textes constitutionnels soviétiques*, PUF, Que-Sais-Je ? n° 2364, 1987

Colas, D., *Le Glaive et le Fléau, Généalogie de la société civile et du fanatisme*, Grasset, 1992 (trad. en anglais par A. Jacobs sous le titre : *Civil Society and Fanticism. Conjoined histories*, Stanford, U.P., 1997).

Colas, D., *Le léninisme*, PUF, 2e éd., 1998

Coquin, Fr. X. et Gervais-Francelle, 1905, *La première révolution russe*, Publications de la Sorbonne, Paris 1986

Dokumenty vnechnei Politiki SSSR, t.1 à 3, Moscou 1957 et sv.

Gellner, E., *Saints of the Atlas*, Weidenfield and Nicolson, Londres, 1969

Goody, *The East and the West*, Cambridge, U.P., 1996

Kepel, G., *Jihad, Expansion et déclin de l'islamisme*, Folio Gallimard, 2001

Lénine, *Oeuvres*, 45 vol., trad. française par des collectifs divers, Editons Sociales, Editions du Progrès, Paris-Moscou.

Lenin, *Polnoe sobranie sochinenenii*, 55 vol, Moscou, 1976-1978.

Lieven, A., *Chechnya, Tombstone of Russian Power*, Yale, UP, 1998

Martin, T., *The Affirmative Action Empire. Nations and Nationalism in Soviet Union, 1923-1939*. Cornell, UP, 2002

Marx, K., Engels, Fr., *Collected Works*, Progress, Moscou, 1975

Rywkin, M., "National symbiosis : Vitality, Religion, Identity, Allegiance" in Y. Ro'i, *The USSR and the Muslim World*

Roy, O., *L'Asie centrale contemporaine*, Paris, PUF, 2001

Ro'i, Y, (ed.), *The USSR and the Muslim World. Issues in Domestic and Foreign Policy*, Allen et Unwin, Londres, 1984

Suny, R.G, *The making of the Georgian nation*, 2d ed., Indiana University Press, 1994



